

DES RÊVES

SUFFISAMMENT GRANDS...

LE MAGAZINE D'UTOPIA • N°2 • PRINTEMPS 2014

**RAFAEL CORREA ET EDGAR MORIN
INVITÉS PAR UTOPIA**

**L'ORGANISATION POUR
UNE CITOYENNETÉ UNIVERSELLE
DES ACTIONS CONCRETES**

ÉCOLOGIE, DÉMOCRATIE,
ACCÈS AUX DROITS...

**LES COMBATS COMMUNS ENTRE
UTOPIA ET LA SOCIÉTÉ CIVILE ROUMAINE**

Rosia Montana en Roumanie. Photo : © Gabriela

mouvement
utopia

SOMMAIRE

- P3 :** Édito
P4 : Retour sur l'Université d'été d'Utopia
P8 : Livres collectifs : un nouveau processus d'écriture
P9 : A voir
P10 : Rafael Correa et Edgar Morin invités par les Editions Utopia
P12 : Dossier EUROPE-ROUMANIE
P23 : Bizi ! Une organisation amie
P24 : Municipales Paris 10^{ème} : une campagne utopienne
P25 : Appel à une constituante européenne
P26 : Réforme Peillon : pour ou contre ?

- P30 :** L'actualité des Editions Utopia
P31 : Chroniques gorziennes
P32 : - J'ai adhéré à un syndicat
- Utopia soutient la production de café "rebelle et zapatiste" !
P33 : 4^{ème} édition du festival du film d'Utopia
P34 : Le graphisme, un art au service de grandes causes...
P36 : À lire
P38 : Organisation pour une Citoyenneté Universelle : des actions concrètes sur le terrain
P43 : Un peu de poésie...

RÉDACTION EN CHEF :

Barthélémy Brossel - Samira Chahboune
François Pignet

DIRECTION ARTISTIQUE :

Samira Chahboune
RÉDACTEURS :
Barthélémy Brossel,
Samira Chahboune, André Cohen,
Claire Desmesnards, David Flacher,
Anthony Foussard, Sonia Fernandez-Lauro,
Myriam Michel, France Ostrowiecki,
Laure Pascarel, Franck Pupunat,
Amélie Ragueneau, Sylvain Raiffaud,
Fabien-Kenzo Sato, Denis Vicherat, Perrine.

CRÉDITS PHOTOS ET ILLUSTRATIONS :

Serge Odobet - François Pignet
Denis Vicherat - Zied Chamoussi
Poster for Tomorrow
Emma Thierry
Laurence Soulez-Méry
- posterfortomorrow 2011



Ce journal a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Cette publication n'engage que son auteur et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues

Mouvement Utopia
5, avenue Jean Moulin
01100 Oyonnax

contact@mouvementutopia.org

www.mouvementutopia.org

Ce magazine est tiré à 1500 exemplaires et imprimé sur du papier certifié FSC
Printemps 2014

ÉDITO



Faire de la politique en dehors des partis ?

Par Laure Pascarel et Denis Vicherat

Dans le prolongement des élections municipales et de la présence d'utopiens sur des listes « citoyennes », « faire de la politique en dehors des partis » fut un des axes de réflexion de notre Conseil National d'avril dernier. Certes, ce n'est pas une nouveauté pour Utopia. Rappelons que près de 50% de nos adhérents ne sont dans aucun parti, ce qui ne les empêche nullement de « faire de la politique ».

Cela fait longtemps que notre mouvement a investi l'espace citoyen et développe une critique des partis - devenus de simples outils de prise et de conservation du pouvoir - ainsi qu'une remise en cause de la démocratie uniquement représentative, en fait délégataire. Non pas que nous nous désinvestissions totalement des partis, car ceux-ci restent encore à ce jour incontournables si l'on veut faire bouger les choses, mais il convient de fortement relativiser leur importance. En effet les grandes innovations de la pensée politique de ces dernières décennies, comme l'écologie politique, l'altermondialisme ou encore la critique de l'hyper libéralisme, ne sont pas venues des partis qui se sont trop souvent contentés de regarder passer les trains.

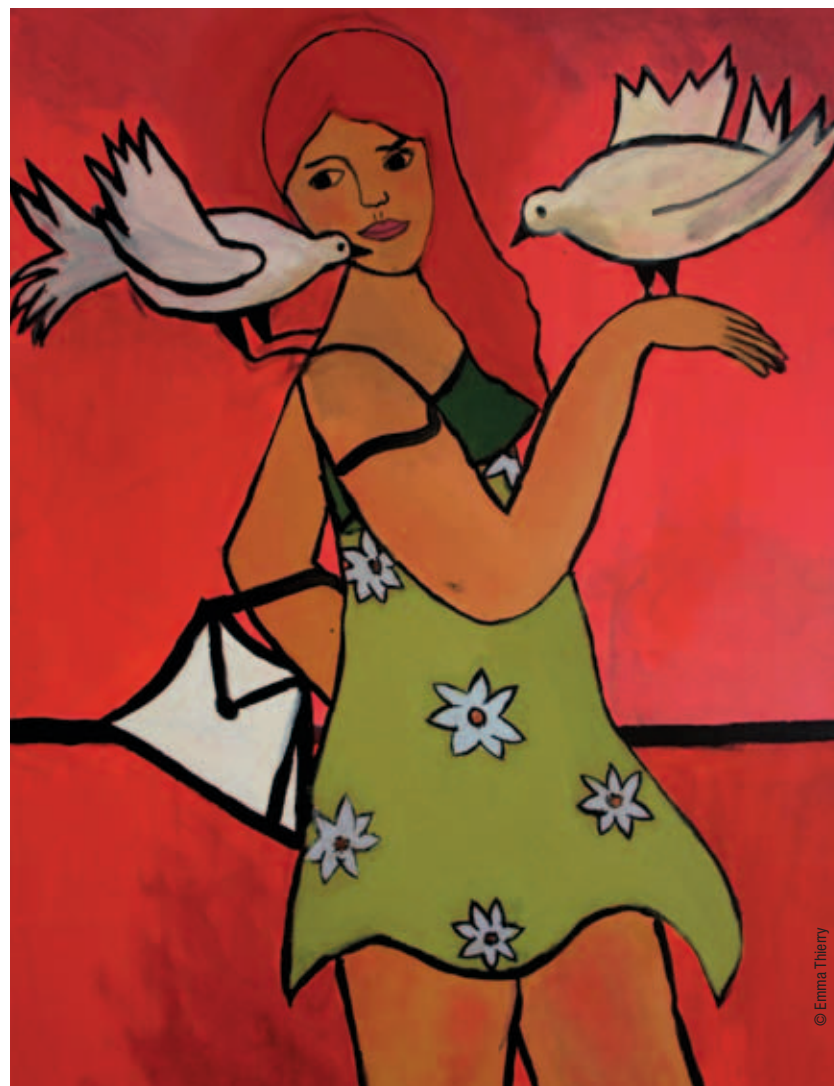
Notre dossier central « Europe - Roumanie » raconte notre engagement aux côtés de la société civile roumaine et notre présence auprès des associations qui luttent à Rosia Montana contre le projet d'une vaste mine d'or à ciel ouvert qui entraînerait de lourdes conséquences environnementales, sociales et humaines.

Notre action pour un passeport de citoyenneté universelle, engagée avec Emmaüs International et France Libertés, notre présence dans des collectifs anti Traité Transatlantique ou contre Notre Dame des Landes, notre proximité avec ATTAC, nos conférences et nos publications, sont autant d'exemples de notre volonté d'investir pleinement le champs de la société civile, et donc de faire de la politique autrement.

Les mouvements sociaux contribuent pleinement à la réflexion et à l'action, ils constituent des contre-pouvoirs et proposent des alternatives. Mais ils n'ont pas pour vocation de structurer une ligne et un projet politique. Il manque des ponts entre la sphère politique, le monde intellectuel et les mouvements sociaux. C'est justement l'objectif que s'est donné le Mouvement Utopia.

Dans cette période de désespérance, où l'abstention massive semble la seule - mais impuissante - expression de la défiance envers les institutions et les responsables politiques, notre « coopérative citoyenne et politique » entend faire entrer un peu de chaleur et de création dans un monde militant trop souvent triste. Lieu de débats ouverts où réflexion et imagination se mêlent, lieu de convivialité aussi, l'originalité et l'ambition du Mouvement Utopia sont plus que jamais nécessaires.

Dessin réalisé par Emma Thierry



© Emma Thierry



Retour sur l'Université d'été...

Par André Cohen

...UN MOMENT CLÉ DU CALENDRIER UTOPIEN

L'Université d'été d'Utopia est, comme chacun le sait, un rendez-vous annuel pour un moment de réflexion commune dans un cadre agréable et splendide, une occasion de se rencontrer, de passer un moment ensemble, de rigoler, de profiter du soleil de décembre ... mais pas seulement, loin s'en faut ! Comme peuvent en témoigner les Utopien(ne)s présents à Mandelieu-La Napoule cette année, l'Université d'été n'est pas un week-end de repos mais un cycle de trois jours complets de travail collectif, de conférences pointues, de débats passionnés, d'ateliers et de groupes de travail, ponctués de courtes nuits. Ce qui finalement, malgré un choix des lieux souvent de très bon goût, ressemble moins à une parenthèse de détente champêtre ou balnéaire qu'à un stage intensif de sport d'hiver, dont on rentre épuisés mais ravis. Et c'est encore là une vision restreinte de tout le travail que représente l'Université,

qui mobilise de nombreuses énergies plusieurs mois avant – et après – nos trois jours de réflexion collective !

L'Université d'été de cette année s'est tenu dans un lieu tout simplement fantastique, le Château des Mineurs, un complexe château - restaurant - bar - piscine - hébergement surplombant la baie de Cannes. Pour ceux qui se posent la question, cela ne nous a pas coûté des millions, car il est géré de manière associative par la Caisse Centrale d'Action Sociale (CCAS), organisme à but non lucratif.

Parmi les premiers arrivants, le Pôle Organisation bien sûr, mais aussi nos futurs partenaires roumains des associations Impact Bistrita et Progress Foundation, ainsi qu'une trentaine d'Utopien(ne)s qui se mettent très vite dans le bain (par opposition à la piscine). Le programme de l'Université commençait réellement le vendredi 27 Septembre. Mais déjà le jeudi soir, les premiers arrivants ont repris les discussions autour du livre collectif « Quelle agriculture pour quelle alimentation ? » : des débats déjà très

vivants, voire acharnés, sur les sept premiers amendements de l'ouvrage, qui s'étendirent sur plus de quatre heures.

Le lendemain, l'activité reprit dès neuf heures, avec une présentation du Château des Mineurs par son directeur. Comme l'indique son nom, le lieu a une histoire et ne se résume pas à un complexe hôtelier de luxe. Racheté par le comité d'entreprise des mineurs du Nord suite à la faillite du constructeur, le centre devait être privatisé à la fermeture des mines, mais a fait l'objet d'un combat syndical et a pu être repris par la CCAS et le Comité d'entreprise de la RATP en association avec l'agence de tourisme solidaire Touristra, restant ainsi fidèle à sa tradition sociale et associative. Le courant est vite passé (vous verrez plus bas pourquoi je tiens à l'expression...) entre Utopia et les gestionnaires du lieu. L'activité continua avec un nouvel intervenant, Étienne Chouard, militant nationalement connu pour sa défense du tirage au sort comme institution démocratique. Son intervention fit l'effet d'une bombe et la session de

questions-réponses permit aux Utopien(ne)s d'étancher leur curiosité concernant les théories radicales de M. Chouard.

Très stimulante, cette intervention est suivie par un nouveau round de discussion d'amendements au livre collectif sur l'alimentation, et aussitôt après le repas, par une division de l'assemblée en ateliers afin de travailler en petits groupes sur une variété de thèmes : livres collectifs et piliers du nouvel espace politique mondial, démocratie, congrès d'EELV, lutte contre le patriarcat, désarmement et politique étrangère, coopération avec les associations de jeunes de Roumanie ou encore commission éducation. Des sessions de réflexion collective intense comprimées en deux heures : on se rappellera d'un débat particulièrement intense sur ... quels groupes auraient droit aux tables et chaises situées au soleil devant la piscine !

Après une heure de vote d'amendements sur l'ouvrage collectif, à l'occasion de laquelle nous avons compris qu'il serait clairement impossible de le terminer avant la fin du week-end, nous avons eu droit à une intervention édifiante sur les initiatives d'éducation populaire et

de transition énergétique dans les Alpes Maritimes, par Geneviève Fontaine de l'association Evaléco et Philippe Chemla du CAE Énergies Alternatives 06.

Amorcée par une présentation de l'affaire Chevron-Texaco contre l'Équateur par l'ambassadeur de la République d'Équateur, Carlos Jativa en personne, la soirée s'est terminée par la table ronde sur l'Organisation pour une Citoyenneté Universelle, toujours en présence de l'ambassadeur, et de notre invité Stéphane Melchiorri d'Emmaüs International. Nous y avons visionné des vidéos de la Journée Mondiale du 23 mai dernier et discuté des projets de Passeport de Citoyenneté Universelle et de Conférence internationale sur la liberté de circulation et d'installation. Enfin, les plus braves ont pu regarder les images de la dernière intervention d'Albert Jacquard en Conseil d'Utopia, jusqu'à minuit et quart environ.

Le samedi 28 fut une journée réellement exceptionnelle, en ce qu'elle réussit à être plus chargée que la précédente : le matin, Laure Pascarel et Denis Vicherat nous ont présenté le bilan d'activité des Éditions Utopia, avant de laisser la place à Benjamin Dessus, ingénieur,

économiste et président de Global Chance, qui nous a présenté les avancées des derniers rapports sur le dérèglement climatique, notamment la réévaluation à la hausse de l'importance de la réduction des émissions de méthane.

L'après-midi a débuté avec un temps fort de l'Université, la table ronde des organisations de jeunesse, qui regroupait des représentants de la Progress Foundation et de Impact Bistrita de Roumanie, d'Osez le Féminisme et des Incroyables Comestibles pour la France, ainsi qu'un représentant de l'Association des jeunes Tunisiens pour la surveillance des élections, ATIDE, pour la Tunisie. Les discussions ont porté sur les conceptions, les motivations et les formes d'engagement politique et civique des jeunes ; nous avons ensuite reçu les délégués rapporteurs des différents ateliers et conclusions des séances de travail de la veille, puis nous avons décidé de nous accorder un peu de repos.

Une boutade, bien sûr : nous avons enchaîné avec la présentation du Manifeste convivialiste, un texte signé par une plate-forme internationale d'intellectuels,





notamment économistes, et qui se rapproche sur de très nombreux points des positions d'Utopia, puis celle de l'Initiative citoyenne européenne sur le Revenu de Base, et la formation d'une branche française du Basic income European network (BIEN).

Nous avons par la suite accueilli Cyrille Cormier, le plus utopien des représentants de Greenpeace France, qui nous a signé une intervention détendue (en short et pieds nus) mais impressionnante sur la transition énergétique, et en particulier la nécessité, pas assez connue, de sortir du nucléaire pour la réaliser. Cyrille nous a également révélé le secret du prix si attractif, non pas du kilowattheure d'énergie nucléaire, mais de la location des chambres du Château des Mineurs, de ses repas pantagruéliques et de son emplacement de charme sur la Côte d'Azur : en effet, le village-vacance appartient à la CCAS, gérée par la CGT Mines-Énergies, qui bénéficie d'une rente correspondant à 1% du chiffre d'affaire des ventes d'électricité d'EDF. Ceci explique donc à la fois l'opposition catégorique de la CGT à une sortie du nucléaire et le silence gêné des Utopien(ne)s dans la salle à la fin de l'exposé.

Le soir, nous avons eu l'honneur de recevoir à nouveau un habitué des Universités d'été d'Utopia, Christophe Aguiton, membre d'ATTAC, qui a éclairé notre lanterne sur les nuances entre biens communs et bien publics dans un exposé fascinant.

Enfin, après avoir pris un temps pour féliciter le Mouvement Utopia pour ses dix ans d'existence, nous avons pu voir en avant-première le documentaire « Les Jours Heureux » sur le Programme National de la Résistance (ou, au choix, profiter de l'ouverture tardive du bar), jusqu'à une heure du matin, puis aller nous coucher. Enfin pas tous. Il y en a à qui une simple journée de quatorze heures ne suffit pas : certains (parmi lesquels une rumeur persistante placerait M. Pupumat) sont donc ensuite allés se baigner dans la Méditerranée, sur les coups de deux heures du matin. Ce qui nous amène à quelques heures plus tard, neuf heures le dimanche 29 septembre, début de la dernière matinée d'activité des Utopiens, passablement épuisés.

Constatant notre besoin d'un bon café, Myriam Michel, du Pôle Monde, nous a proposé du café bio et équitable acheté directement auprès des agriculteurs



Pour rester en dessous de la barre des deux degrés de réchauffement du climat, il faudra diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre mondiales d'ici à 2050. Cela correspond à 450 gigatonnes d'émissions sur une durée de 40 ans. Or les ressources prouvées existantes permettraient déjà de produire 2900 gigatonnes. L'enjeu n'est donc pas de découvrir de nouveaux gisements, mais bien de laisser sous terre 80% des ressources connues. L'autre gros enjeu, c'est de sortir au plus vite du nucléaire, et Greenpeace a développé un scénario pour ce faire, consultable sur le site.

Cyrille Cormier



zapatistes du Chiapas. Puis nous avons pu découvrir les visages de la nouvelle commission d'éthique d'Utopia, ainsi que leurs prérogatives. Nous avons ensuite procédé au vote des différents sujets pour un prochain livre collectif des Éditions Utopia (voir plus bas).

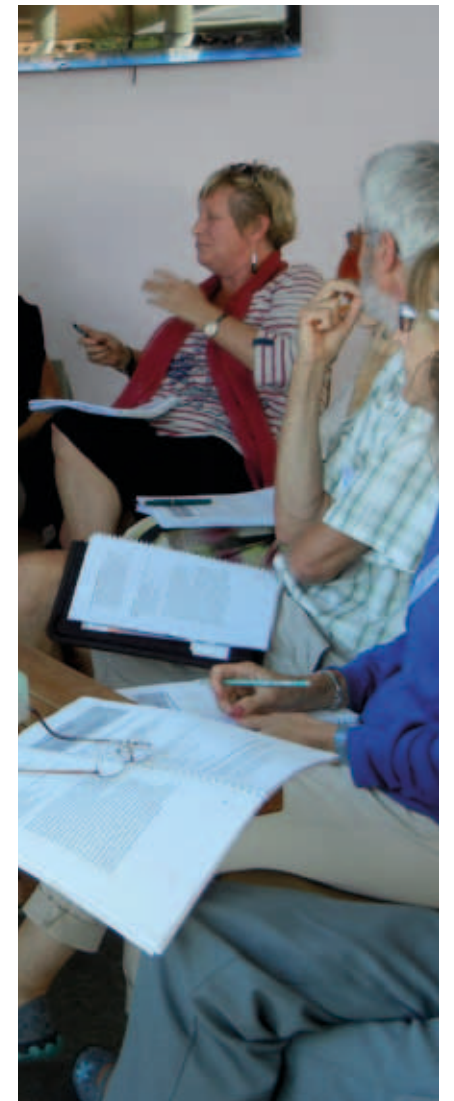
Nous avons ensuite découvert deux luttes écologiques actuellement en cours en France : la lutte entre les défenseurs du fromage Bougon et la coopérative agro-industrielle Terra Lacta, et ses enjeux concernant la filière laitière caprine, puis la lutte contre les projets d'exploitation de gaz de schistes et la création de l'association No Gazaran ! Enfin, nous nous sommes dits au revoir et nous avons pu rentrer nous reposer. Enfin, nous reposer... c'est sans compter sur les nombreux projets amorcés pendant l'Université d'été, qui vont encore nous occuper pendant un moment.



Biens communs, sphère publique et « gauche de transformation sociale »

La remise en cause de la propriété privée des principaux moyens de production et d'échange a toujours été au coeur de la doctrine des différents courants de la gauche de transformation sociale. La forme que devrait prendre la propriété collective à opposer à la propriété privée a en revanche beaucoup varié avec le temps et l'une d'entre elles – les « biens communs » - connaît aujourd'hui un regain d'intérêt dans les mouvements sociaux comme dans les milieux académiques. A un moment de crise et de recomposition pour les courants de la gauche de transformation sociale il nous paraît utile de prendre ces discussions au sérieux.

Christophe Aguiton



LIVRES COLLECTIFS : UN NOUVEAU PROCESSUS D'ÉCRITURE

Par Laure Pascarel, Denis Vicherat et Anthony Foussard

Réglée comme du "papier à musique", l'écriture de nos livres collectifs ne nous prenait jusque-là qu'une année : sujet voté lors d'une UE, livre validé pour impression à l'UE suivante.

Si ce tempo peut parfaitement convenir à des sujets comme celui des Sans-papiers ou du Nucléaire, en est-il de même pour des sujets plus "philosophiques" tels que le Travail ou l'Alimentation ?

De plus, outre le fait que ces sujets nécessitent davantage de temps pour se les approprier, les mûrir, trouver la forme qui les servira au mieux, nous constatons que chacun de nos ouvrages est un peu plus volumineux que le précédent. Qui dit plus de pages dit plus d'amendements et dit forcément plus de temps pour en débattre sereinement.

Ce qui explique que notre dernier livre, sur l'Alimentation, n'a pu être validé lors de l'UE, et qu'il a fallu, pour ce faire, programmer un Conseil exceptionnel entièrement consacré à la question quelques mois après.

Aussi, suite à un certain nombre de critiques reçues à ce sujet, en sommes-nous arrivés à l'idée qu'il était peut-être temps de repenser notre processus d'écriture.

Un atelier eut lieu à Mandelieu pour tout remettre à plat. Voici ce qu'il en est ressorti :



Le choix des sujets

A ne vouloir choisir qu'un sujet chaque année, nous excluons involontairement un certain nombre d'Utopien(ne)s du processus d'écriture : en effet, tout le monde n'est pas forcément intéressé par le thème retenu, même s'il l'est par la majorité.

En revanche, en retenant non pas le sujet arrivé en tête mais, disons, les trois premiers, nous avons une chance d'intéresser tous les utopien-ne-s. C'est donc la solution qui a été retenue et mise en application lors de la dernière UE.

Les thèmes arrivés en tête des votes sont : Propriété / biens communs ; Violence / Non-violence ; Féminisme / Patriarcat.

Seulement voilà : comment traiter trois thèmes de front ?

La temporalité

Puisque certains sujets nécessitent plus de temps que d'autres pour être appréhendés, l'un d'entre eux pourra être traité en un an en suivant le processus d'écriture habituel, tandis que les deux autres feront l'objet de réflexions plus poussées via nos conférences, notre festival de films, nos Conseils Nationaux, etc.

« **Propriété / biens communs** » sera ainsi le thème de notre prochain livre, et « **Féminisme / Patriarcat** » celui de la prochaine édition de notre festival de films.

La forme

Jusque-là, tous nos livres collectifs (Manifeste mis à part) ont été rédigés sur le modèle de « Pour lutter contre les idées reçues ». Or, une remarque récurrente pointe du doigt que tous les sujets ne se prêtent pas bien à ce format, si bien qu'on en arrive parfois à « inventer » des idées reçues qu'on n'entendrait jamais dans la bouche de « monsieur-et-madame-tout-le-monde ». Aussi faut-il peut-être se résoudre à ne pas systématiquement utiliser ce format-là. En revanche, tous les sujets semblent se prêter à une structure en deux temps : déconstruire-reconstruire. Notre manifeste se déployait ainsi. Les « Idées reçues + propositions » étaient au fond une déclinaison de ce principe. Il a donc été envisagé lors de notre atelier que tout sujet ne se prêtant pas à l'exercice des idées reçues pourrait être traité sous la forme déconstruction/reconstruction, l'idée générale étant de toute façon de régler cette question au cas par cas

Le processus d'amendements

Il se passe en deux temps : un premier jet issu d'un groupe de rédacteurs volontaires est envoyé via la news aux Utopien(ne)s pour recueillir les premières contributions ou amendements au texte. Puis, après examen lors d'un Conseil d' Utopia, un second texte plus complet, intégrant les modifications retenues au Conseil, est à nouveau soumis aux Utopien(ne)s, pour cette fois de simples amendements et non des modifications. Les amendements peuvent être proposés individuellement ou à la suite de réunions de région. Enfin, en principe lors de l'Université d'été, le texte final du livre est validé collectivement.

Ce processus est en cours d'amélioration, notamment techniquement grâce à un logiciel en ligne d'écriture collaborative, à la suite d'une proposition d'Olivier Sarrat. Nous en parlerons lors du prochain Conseil.

À VOIR

Par Sonia Fernandez-Lauro



TEL PÈRE TEL FILS

Un drame de Hirokazu Kore-Eda

Avec Masaharu Fukuyama, Machiko Ono, Yôko Maki...

Prix du Jury Festival de Cannes 2013

Ryota Nonomiya, un brillant architecte, bourreau de travail, tient absolument à ce que son jeune fils de six ans, Keita, apprenne le piano, la compétition, la dureté de la vie et intègre la meilleure école privée de la ville. Il laisse à son épouse, Midori, le soin quotidien de l'enfant. Leur univers est ébranlé lorsque l'administration de la maternité où Keita est né leur apprend qu'il y a eu échange d'enfants à la naissance. Ils rencontrent leur fils biologique, Ryusei, et ses parents, des gens simples et aimants, qui déplaisent à Ryota. Les deux familles doivent faire face à un choix impossible. Ryota croit, lui, dur comme fer, à la voix du sang...

Disponible en DVD
à partir du 30 avril 2014

PHILOMENA

Un drame de Stephen Frears

Avec Judi Dench, Steve Coogan, Sophie Kennedy Clark...

Irlande, 1952. Philomena Lee, encore adolescente, tombe enceinte. Rejetée par sa famille, elle est envoyée au couvent de Roscrea. En compensation des soins prodigués par les religieuses avant et pendant la naissance, elle travaille à la blanchisserie, et n'est autorisée à voir son fils, Anthony, qu'une heure par jour. À l'âge de trois ans, il lui est arraché pour être adopté par des Américains. Pendant des années, Philomena essaiera de le retrouver.

Quand, cinquante ans plus tard, elle rencontre Martin Sixsmith, journaliste désabusé, elle lui raconte son histoire, et ce dernier la persuade de l'accompagner aux Etats-Unis à la recherche d'Anthony. Adaptation du roman *The Lost Child of Philomena Lee* de Martin Sixsmith. Basé sur un fait réel.

Disponible en DVD
à partir du 14 mai 2014.



Rafael Correa et Edgar Morin invités par les Editions Utopia

Par Franck Pupunat

Le 8 novembre dernier à Paris, Rafael Correa, Président de la République de l'Equateur, nous a fait l'honneur de participer à une présentation de la version française de son livre, *De la République Bananière à la non République*, paru aux Editions Utopia. Edgar Morin, qui a préfacé le livre, était également présent à cette belle rencontre.

Plus de 250 personnes, dont de nombreuses personnalités du monde politique, institutionnel et associatif ont assisté à cet événement qui a mobilisé de nombreux médias français et étrangers.



Franck Pupunat, Rafael Correa et Edgar Morin lors de la présentation du livre de Rafael Correa, le 8 novembre dernier à l'Académie Diplomatique Internationale (Paris).

Le Mouvement Utopia entretient une relation singulière avec l'Equateur.

Notre relation avec l'Equateur a commencé en Bolivie à Cochabamba au Sommet des Peuples en 2010 où nous avons rencontré Ricardo Patino, chancelier de la République d'Equateur.

Ces échanges nous ont donné envie de comprendre. Comprendre le pays, comprendre son histoire, comprendre les modalités concrètes de la révolution citoyenne : le concept de « buen vivir », le processus constituant, le 4^e et le 5^e pouvoir, les droits de la Nature, la citoyenneté universelle...

Après plusieurs voyages d'études « Utopiens » et de nombreuses rencontres avec des acteurs de la société civile et des membres du gouvernement, nous avons acquis la conviction que c'est bien en Equateur où se dessine en ce moment même les formes d'un nouveau socialisme.

Nous pensons que cela confère une responsabilité particulière à ce pays qui doit devenir le leader naturel de peuples et d'organisations qui veulent inventer une nouvelle société.

Sur les questions migratoires ou écologiques, nous proposons par exemple, que l'Equateur prenne l'initiative de la création d'une organisation internationale qui regroupe des pays de tous les continents.

Il est urgent de montrer au monde qu'une autre voie est possible.



ÉQUATEUR : DE LA RÉPUBLIQUE BANANIÈRE A LA NON RÉPUBLIQUE

Pourquoi la révolution citoyenne

Par Rafael Correa,

Préface Edgar Morin.

L'ouvrage montre comment le paradigme néo-libéral a été imposé à l'Amérique Latine par des organismes tels que le FMI et la Banque Mondiale, avec la complicité d'une partie de l'intelligentsia latino-américaine qui s'enrichissait au détriment des peuples.

Rafael Correa analyse tous les obstacles qui se sont dressés sur le chemin de l'Equateur : échecs des politiques de développement, dette, libre-échange, dollarisation, corruption des haute fonctionnaires, la pression des institutions internationales...

Ce livre est donc véritablement la mémoire de cette histoire politique et économique désastreuse et donne des pistes pour bâtir une autre Amérique Latine... Il nous donne aussi de précieux arguments pour combattre la politique libérale menée actuellement en Europe.

« J'adresse mon amitié aux militants d'Utopia et je les remercie pour la publication de ce livre »

Rafael Correa



« En dépit des différences évidentes entre la France et la République bananière colonisée économiquement et soumise politiquement, le lecteur trouvera ici des analogies profondes entre la soumission de la France et de l'Europe au néo-libéralisme, la dégradation de leurs économies soumises à l'invasion des produits extérieurs et aux impératifs de compétitivité au détriment des travailleurs, réduits au chômage ou à de nouvelles formes d'asservissement... Je veux exprimer mon espoir et ma confiance dans la « révolution citoyenne », dans la politique guidée par l'idée du « Buen Vivir », dans l'essentiel de la pensée et de l'action du président Rafael Correa. Ce ne serait pas la première fois dans l'histoire qu'un progrès décisif naîtrait en un site périphérique et réduit par rapport aux grandes sociétés et empires. »

Extraits de la préface d'Edgar Morin.



RAFAEL CORREA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR, a d'abord été un économiste engagé qui a pu constater sur le terrain les effets de l'idéologie néolibérale. Pour l'auteur, l'Équateur de ces dernières décennies ne mérite pas le nom de République : il n'a fait que passer du statut de République Bananière à celui de Non-République.

Par Claire Desmesnards

Utopia s'engage aux côtés de la société civile roumaine

Les associations roumaines et leurs actions

« A petits pas, des sauts de géant » : telle est la devise de Progress Foundation, qui dans la fraîcheur du mois de septembre a mené de nombreux jeunes Roumains sur nos rivages méditerranéens. C'est pourtant bien à l'échelle locale que s'active cette organisation non gouvernementale roumaine, ainsi que sa consœur Asociatia Impact Bistrita, au cœur de la Transylvanie - le sauvage et fascinant « pays de Dracula ». A l'origine de ces associations, une réalité nettement moins romantique : la lutte contre la pauvreté, la discrimination et le chômage, dont les jeunes sont particulièrement victimes. Mais aussi la promotion concrète de l'engagement, de l'esprit civique et de l'entraide pour y remédier.

Parmi les quelques 88 000 habitants que compte la ville de Bistrita, des bénévoles, jeunes pour la plupart,

ont décidé de rejoindre ces deux associations de terrain pour améliorer concrètement les conditions de vie des personnes en situation de vulnérabilité et participer ainsi au développement local de leurs communautés. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : aider une société atomisée à retisser les liens ténus qui rattachent ses membres les plus fragiles à la vie même. En ce domaine, les petits pas sont de mise : Asociatia Impact Bistrita l'assume pleinement, au point d'en avoir fait son emblème.

Pour ces bénévoles engagés, comme pour les quelques professionnels qui les encadrent, les pas du quotidien consistent alors à redonner aux oubliés du système l'attention à laquelle a droit tout être humain, l'estime de soi et la confiance d'évoluer et d'entreprendre dans une société en crise. Cela passe tantôt par du soutien scolaire auprès de jeunes en difficulté, tantôt par des activités artistiques avec des jeunes handicapés, tantôt encore par



des chantiers de rénovation visant à réhabiliter des espaces collectifs tels que des jardins d'enfants. Autant d'activités qui, sans revendiquer d'ancrage politique ni intellectuel, luttent pour l'égalité des chances et des genres, et font chaque jour un peu plus reculer l'exclusion.

Bénévoles et coordinateurs ont commencé à s'intéresser de près aux échanges interculturels en 2012, date à laquelle ils se sont attelés au montage de projets européens portant sur l'égalité des chances à l'école ou encore sur la promotion des métiers traditionnels comme moyen de lutte contre le chômage des jeunes : leur champ d'expertise s'étend alors à l'artisanat local ou à l'agriculture écologique. Ces projets alliant droits des jeunes et responsabilité socio- environnementale ont finalement amené Progress Foundation et Asociatia Impact Bistrita à s'engager avec Utopia autour du projet « Coopération des Jeunes d'Europe pour l'Ecologie et les Droits », soutenu par l'Union européenne.



Les jeunes roumains présents à l'Université d'Été

La délégation de jeunes roumains venus à Mandelieu-la-Napoule dans le cadre de ce projet était composée de nombreux bénévoles et de quelques professionnels-encadrants, provenant à part égale des deux associations. Leur point commun : un engagement concret dans l'action sociale, doublé d'un questionnement sur les questions politiques qui le sous-tendent. C'est donc bien le caractère proprement politique d'Utopia qui a décidé ces jeunes à venir à notre rencontre. Mais lorsqu'il s'agit d'expliquer leur démarche, c'est sur l'épanouissement de soi que ces jeunes mettent l'accent plutôt que sur une prétention à régler les problèmes d'autrui.



Pour Diana Moldovan, coordinatrice de projets et présidente d'Asociatia Impact Bistrita, « La meilleure récompense du travail accompli n'est pas le produit qui en découle, mais ce qu'il fait advenir de nous ». En d'autres termes, le travail social est pour ses jeunes protagonistes le moyen de développer leur conscience des enjeux environnementaux et sociaux actuels, de ne pas accepter le rôle de spectateurs dans lequel nombre de mécanismes tendent à nous confiner mais au contraire de croire en notre capacité citoyenne d'influer sur le cours du monde.

Cette définition permet sans doute de comprendre pourquoi Anton Nagy,

bénévole à Progress Foundation, entend se présenter d'abord comme détenteur de droits : « en tant que jeune personne roumaine au sein de l'Union Européenne, j'ai le droit d'étudier : je suis donc actuellement en doctorat à l'Université d'agriculture et d'études vétérinaires de Cluj-Napoca ; j'ai le droit de voyager : j'ai d'ailleurs participé à plusieurs projets européens dans le cadre de mon activité bénévole à Progress Foundation ; j'ai le droit et le devoir de faire quelque chose pour la société : ce que je fais en réalité, par des travaux de rénovations d'un jardin d'enfants, des campagnes de levée de fonds à des fins humanitaires, et par ma passion enfin – photographier les projets mis en œuvre par l'association. »

Il faut également noter que la dimension écologique fait bel et bien partie des préoccupations des participants. Parmi les projets d'éducation informelle proposés régulièrement par Iulia Ciharean, conseillère pédagogique au sein de Progress Foundation, il en est qui portent sur l'usage responsable des ressources naturelles, le recyclage ou encore la réutilisation d'objets. Certains jeunes bénévoles se sentent ainsi très concernés par les questions environnementales et sont convaincus du rôle que les nouvelles générations vont jouer dans ce combat.

« J'ai toujours voulu être un jeune actif dans ma société, trouver des idées et

des solutions aux problèmes sociaux des jeunes d'aujourd'hui. En plus, les problèmes liés à l'environnement me concernent beaucoup et je crois que la nouvelle génération doit prendre une position ferme envers les actions et les politiques qui le détruisent. J'ai confiance que cette collaboration franco-roumaine apportera un grand bénéfice aux communautés européennes à travers notre action conjointe » *Adrian Suto, 18 ans*

Le PEJA



S'il est une chose qui frappe lors d'une discussion avec ces jeunes Roumains engagés, c'est bien leur surprise d'avoir ainsi été dénichés par Utopia. Une surprise d'ailleurs partagée par nombre d'Utopiens : le lancement du projet « Coopération des jeunes d'Europe pour l'écologie et les droits » ayant été confirmé au beau milieu de la torpeur estivale du mois de juillet dernier, c'est lors de l'Université d'été que s'est répandue la nouvelle. Le PEJA était né dans la conscience utopienne.

Si l'Europe aime visiblement beaucoup user d'acronymes qui renforcent la perception technocratique qu'en ont la majorité de ces citoyens, elle s'emploie par ailleurs à réduire le déficit démocratique dont elle souffre via des programmes visant à développer le sentiment d'appartenance européen. Sa stratégie : cibler la jeunesse, ou plutôt les 15-30 ans, traditionnellement porteurs de tous les espoirs des générations déçues d'elles-mêmes. Son outil : le Programme Européen Jeunesse en Action (PEJA) et son volet Projets Démocratie Jeunesse. Il n'en fallait pas plus pour que se mobilisent les Utopiens, jeunes et moins jeunes,

autour d'une réflexion d'abord franco-roumaine sur l'écologie et les droits. L'idée de départ et l'ultime but pour Utopia : se rapprocher d'autres organisations alternatives à travers l'Europe, afin de construire avec elles l'Europe de demain.

Mais au-delà du développement de notre mouvement, ce projet est l'occasion formidable d'une réflexion sur un renouvellement de nos modes d'action au travers d'autres personnes, d'autres pays, d'autres mouvements citoyens. La clé du succès : se laisser bousculer !

Le PEJA en un clin d'œil

- ▶ Période du projet : **01/08/2013 – 28/02/14**
- ▶ Public cible : **15-30 ans**
- ▶ Associations roumaines partenaires : **Progress Foundation** **Asociatia Impact Bistrita**
- ▶ **Deux rencontres franco-roumaines** à Mandelieu la Napoule (Fr) puis Bistrita (Ro)
- ▶ Etude sur les **mouvements alternatifs en Europe**
- ▶ Charte commune sur **l'écologie et les droits en Europe**
- ▶ Prolongations éventuelles entre **2014 - 2020** via le successeur du PEJA, « Erasmus+ »

Point de vue des jeunes roumains sur l'Europe

Du 22 au 25 mai prochain, les Roumains sont eux aussi attendus aux urnes pour élire leurs représentants au Parlement Européen. Entre la Roumanie et la France : une différence de taille (cf. tableau) qui ne s'explique pas qu'en chiffres. Alors que les Français, appelés à manifester leur européanité depuis l'origine des élections européennes en 1979, ont après un long déclin participé à

hauteur de 40% en 2009, les Roumains ont péniblement atteint la barre des 25%. L'énergie et l'enthousiasme que l'on aurait pu attendre de la part d'un nouvel Etat membre n'ont pas été au rendez-vous. Comme si en Roumanie, l'Europe, ça ne prenait pas.

	ROUMANIE	FRANCE
Date d'adhésion à l'UE	2007	1952
Députés européens à élire en 2014	32	74
Superficie	237 500 km	550 000 km
Population	21,5 millions	64,3 millions
Participation électorale en 2009	27.67 %	40.63 %

Cinq mois plus tard, notre rencontre avec les jeunes roumains a été l'occasion de remettre les points sur les i. De manière un peu déconcertante pour commencer : dans les propos de nos invités, le scepticisme vis-à-vis des élus en Roumanie semble indéchiffrable ; que ceux-ci agissent à l'échelon local ou au niveau européen n'y change pas grand-chose. Ainsi, même si comme dans beaucoup de pays l'Europe n'est pas au cœur des préoccupations quotidiennes des Roumains, le désamour apparent concerne bien davantage la politique que le projet de paix né pour les peuples européens au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

C'est donc avec un intérêt authentique que les jeunes bénévoles des associations Progress Foundation et Impact Bistrita envisagent l'Europe comme un espace de vie dans lequel ils sont appelés à exercer leurs droits et à évoluer librement. Tandis que, jusqu'au 1er janvier 2014, la mobilité des Roumains était soumise à des restrictions du marché du travail dans nombre d'Etats-membres, l'opportunité du volontariat est pour les jeunes une véritable fenêtre ouverte sur l'Europe: nos visiteurs n'en sont donc pas à leur coup d'essai avec le projet

« Coopération des jeunes d'Europe pour l'écologie et les droits », certains d'entre eux participant depuis deux ans à des projets européens qui les ont menés au Royaume-Uni ou en Espagne.

Cependant, un fort sentiment de discrimination persiste chez les jeunes Roumains. Pour Kinga Simon, 25 ans, les mesures de restriction qui ont été imposées aux Roumains quant à l'accès au marché du travail ont un goût amer. « La vérité, c'est que nous ne sommes pas les bienvenus, et qu'il nous est très difficile de trouver un emploi dans un autre pays de l'UE ». La France est, malheureusement, loin de pouvoir contredire cette analyse.

Ainsi, en octobre 2011, la communauté roumaine de Paris incluant de nombreux étudiants et doctorants avait manifesté au Trocadéro pour dénoncer « l'amalgame fait entre nationalité roumaine et délinquance », notamment dans la presse ; aujourd'hui encore, les jeunes diplômés bataillent pour faire reconnaître leur droit au travail, auprès d'institutions publiques comme d'entreprises privées. La bataille pour le droit de circulation et le droit à un travail décent n'est pas terminée : à l'aube du 1er janvier 2014, des Etats européens ont lancé des campagnes s'opposant à la levée des restrictions concernées. Il y a de quoi se sentir indésirable.

Le découragement n'a pourtant pas sa place chez ces jeunes, qui croient en leurs capacités à faire changer la donne

par leur attitude et leurs initiatives. L'Europe est un projet collectif dans lequel ils ont maintenant leur mot à dire ; ils ne s'en priveront pas.

Si l'importance du chômage des jeunes en Roumanie va mettre les questions migratoires sur la table, un thème plus inattendu ne manquera pas de faire son entrée à l'agenda européen des Roumains : l'environnement. Et cela a déjà commencé.

La sauvegarde du site antique de Rosia Montana, menacé par un projet d'extraction aurifère, mobilise aujourd'hui une grande partie de la jeunesse roumaine.

Depuis plusieurs mois maintenant, les manifestations ne s'organisent plus seulement à Bucarest mais aussi à Paris, Berlin, Bruxelles : c'est désormais à tous les citoyens européens de se rallier aux jeunes Roumains !

Des jeunes qui changent le monde - Retour sur l'Université d'été



Il est plusieurs catégories de la population qu'on n'entend guère ; des citoyens qui ne manquent pas d'idées mais sont rarement écoutés ou pris au sérieux. Cette année, des experts peu communs se sont réunis en table-ronde lors de l'Université d'été d'Utopia. Un temps fort au cours duquel, une fois n'est pas coutume, les jeunes ont eu l'opportunité d'être acteurs du débat. Pas n'importe quels jeunes bien sûr. Ceux qui, membres ou non d'Utopia, partagent les idéaux et les actes engagés du mouvement ; une bonne occasion de se rafraîchir les idées. Mais qu'avons-nous donc à apprendre d'eux au juste ?

Chose rare, diraient les mauvaises langues pour qui « jeunes - citoyens - actifs » est une contradiction dans les termes, le jeune est un animal politique qui se mélange volontiers aux générations qui le précèdent ; si bien que parmi les intervenants se sont trouvés davantage de jeunes impliqués dans des associations intergénérationnelles

que de représentants d'organisations de jeunesse. Outre Alexandra Molnar, Maximiliana Gagea (Impact Bistrita) et Adrian Suto (Progress Foundation), jeunes bénévoles venus de Roumanie, le débat modéré par Olivier Consolo a rassemblé un public attentif autour de Marion Barailles (Osez le féminisme), Samira Chahboune (anciennement Droit de Cité), Anthony Foussard (Incroyables comestibles), Zied Jamoussi (ATIDE), Fabien Kenzo Sato (Autremonde) et Télémaque Masson (Mouvement pour un Revenu de Base - Jeunes Verts Européens).



Pour eux, l'engagement débute par des actions concrètes impliquant tantôt le retour à la gratuité, tantôt la solidarité envers les exclus, tantôt la formation des jeunes en difficulté. Qu'elle soit balbutiante ou extrêmement construite, l'action sociale revêt toujours une dimension politique : tous les intervenants ont en effet revendiqué le caractère profondément politique de leurs actions même les plus terre à terre.

A la question de savoir comment ces luttes concrètes peuvent se connecter à l'action proprement politique, les réponses sont plus partagées ; certains assument un retour au concept de « small is beautiful », l'ensemble des petites actions ayant selon eux un impact transformateur, d'autres conçoivent d'emblée leur engagement comme une influence des structures existantes, consistant par exemple à lever les freins à la participation politique. A l'enjeu stratégique d'une articulation des actions aux niveaux local, national et européen, Internet

apparaît comme une réponse concrète encore sous-estimée.

Une question reste cependant à débattre. Quel rôle Utopia pourrait jouer dans le renforcement et la mise en réseau de ces jeunes, qui manifestement savent où ils vont ? Une première piste consisterait à créer une communauté de jeunes activistes issus de divers mouvements alternatifs à travers toute l'Europe.

En guise de lancement, une université d'été populaire ferait intervenir des jeunes formateurs ayant une expérience militante d'une des problématiques identifiées lors de l'UE : l'éducation, les migrations, l'environnement ou encore la citoyenneté.

Adrian Suto, d'un commun accord avec les bénévoles de Progress Foundation et d'Impact Bistrita, propose aussitôt d'accueillir cette université populaire : Cluj, capitale de la Transylvanie, sera justement « Capitale européenne de la Jeunesse » en 2015. Déjà les idées

fusent, les propositions affluent : le réseau des Auberges de Jeunesse, le mouvement pour un service civique européen, pourront se mobiliser et enrichir l'initiative.

A moins que... donner une vraie place aux jeunes dans la myriade de structures déjà existantes ne soit une option tout aussi efficace pour faire droit à l'énergie de la jeunesse. Laisser les jeunes changer le monde ou mieux, les y aider, cela signifie aussi -et peut être d'abord- leur confier les clés de la maison. Utopien, y es-tu prêt ?

"Je pense que les jeunes devraient être associés à chacune des décisions qui concernent leurs communautés de vie. Dans le passé j'étais assez réticente à m'investir dans ma communauté, car j'étais déçue de la manière dont les choses se passent et je croyais ne rien pouvoir y changer. Mais les membres d'Utopia m'ont appris qu'il ne faut pas baisser les bras et qu'il est de notre responsabilité de tout tenter, de se forger une opinion et de la communiquer haut et fort." Kinga Simon, 25 ans





Carnet de Voyage : Dans les montagnes de Transylvanie en Roumanie...

Par Franck Pupunat

« L'éternité est née au village »

Suite à la visite de jeunes Roumains lors de l'Université d'été dans le cadre du PEJA, une délégation d'Utopiens s'est rendue du 19 au 24 février en Roumanie pour finaliser le projet "Coopération des jeunes d'Europe pour l'écologie et les droits".

Un dimanche matin de la fin du mois de février, à plus de 50 mètres sous terre, au fond de l'une des galeries romaines de l'ancienne mine d'Or de Rosia Montana en Transylvanie, l'ancien directeur du site nous conte à voix basse une légende qui hanterait encore les lieux : depuis des siècles, il arrive que des mineurs particulièrement vaillants rencontrent un vieil homme vêtu de blanc surgi de nulle part : l'esprit de l'Or.

Le vieil homme leur indique le bon endroit pour trouver enfin un filon merveilleux ouvrant ainsi le chemin d'une richesse inépuisable...

C'est cette même fable qui est aujourd'hui racontée au peuple roumain à coup de millions d'euros de publicité par la compagnie minière canadienne Gabriel Ressources pour tenter de ré-ouvrir la mine de Rosia Montana... qui déverserait chaque année 12 000 tonnes de cyanure dans la nature, détruirait les anciennes galeries romaines pourtant classées patrimoine national, défigurerait un paysage exceptionnel, et exproprierait de nombreux habitants.

Face à ce vieillard légendaire qui n'est pas sans rappeler le lugubre personnage local de Dracula, les très

nombreuses associations écologistes que nous avons rencontrées à Cluj, Bistrita, Alba Iulia ou à Rosia Montana font la démonstration que la convergence des luttes et de nouvelles formes d'activisme peuvent faire reculer une puissante multinationale et un gouvernement autiste et discrédité. L'éveil de la société civile roumaine, ses modes d'actions, sa diversité, la manière dont elle perçoit son rôle éducatif vis-à-vis des citoyens nous amène à réfléchir sur la place et la légitimité de la démocratie dite représentative.

Il faut bien le dire, les représentants politiques que nous avons en face de nous (députés et représentants du SPD, représentants du Parti Libéral...) ressemblent étrangement aux spécimens que nous connaissons ici en France. L'intellectuel roumain Mihai Eminescu a d'ailleurs théorisé la « sélection sociale négative » des élites et explique comment le système (dans le rapport au pouvoir et à l'intérêt général) favorise l'émergence de ceux qui sont le moins à même de représenter les citoyens.

La surprenante plongée dans la société civile roumaine, organisée de façon exceptionnelle par nos amis - les associations Progress Fondation et Impact Bistrita -, nous a aussi amené à imaginer de nouvelles campagnes communes sur les questions environnementales et notamment sur l'impact du dérèglement climatique dans le delta du Danube...

Ce voyage fût enfin l'occasion de découvrir la beauté et la grandeur de ce pays, sa culture, ses spécialités culinaires particulièrement riches (...), la fraternité roumaine et l'importance des traditions locales : comme l'écrit le Philosophe roumain Lucien Blaga, en Roumanie « L'éternité est née au village / Vesnicia s-a nascut la sat ».





Rosia Montana - Roumanie, ou l'appât de l'or contre la volonté du peuple

Par Anthony Foussard

En Roumanie, dans les montagnes de Transylvanie à Rosia Montana, une compagnie minière canadienne - Gabriel Resources - tente à tout prix d'exploiter une mine d'or.

Le contexte

Rosia Montana est la plus ancienne ville minière de Roumanie : des recherches archéologiques font remonter l'exploitation de l'or dans cette région Néolithique.

Depuis l'empire romain, l'or de Rosia Montana a été extrait en quantité astronomique, si bien qu'aujourd'hui, plus aucun filon n'est à exploiter. Néanmoins, des analyses ont montré qu'il subsistait sous le village de Rosia Montana presque 300 tonnes d'or et 1500 tonnes d'argent, mais en quantité infime : 3 grammes d'or espérés par tonne de terre extraite.

Dans ces proportions, il est impossible de creuser des galeries pour récupérer l'or : il faut au contraire creuser un énorme cratère dans lequel déverser des centaines de milliers de litres

de cyanure, seul produit capable de détacher l'or du reste des minerais. C'est ainsi que pour 300 tonnes d'or, Rosia Montana deviendrait la plus grande mine d'or à ciel ouvert et le plus grand lac artificiel de déchets cyanurés d'Europe.

Histoire du projet

L'affaire Rosia Montana a commencé le 5 septembre 1995, quand la compagnie d'État Regia Autonoma a Cuprului (RAC) de Deva a publié dans un journal un appel d'offre public en vue d'un partenariat avec une société au capital étranger, pour un projet minier à Rosia Montana. Or, il s'avère que le contrat entre RAC Deva et la compagnie canadienne Gabriel Resources avait été signée un jour AVANT la parution de l'annonce.

De surcroît, les ressources minières de Rosia Montana ont été mises en bourse sans l'accord préalable de son propriétaire : l'État roumain. Puis RAC Deva et Gabriel Resources se sont alliées pour créer la société Euro Gold Resources, qui est devenue par la suite Rosia Montana Gold Corporation (RMGC).

RMGC projette de faire à Rosia Montana la plus importante exploitation minière de surface en Europe, en utilisant 250 000 tonnes de cyanure ; les résidus et les stériles qui résulteront du procédé d'exploitation du minerai seront stockés dans un lac de décantation qui occupera une surface d'approximativement 400 hectares, pourvu d'un barrage de 185 mètres de haut.

Du côté du peuple

La réalisation du projet signifierait le déplacement de 2156 habitants (958 familles), la destruction ou le déplacement de dix églises et de neuf cimetières, ainsi que la destruction de nombreux vestiges archéologiques, datant de la préhistoire et de l'empire romain. De plus, la Vallée Corna serait engloutie sous les tonnes de résidus et de stériles résultant de l'exploitation. Une centaine de familles de la région ont déjà accepté d'être déplacées, la plupart après avoir subi de fortes pressions de la part de la RMGC. De plus, les relations sociales se sont dégradées, pour des raisons liées au projet minier. De nombreuses familles craignent qu'il n'y ait bientôt plus assez d'habitants pour maintenir une école et des services sanitaires indispensables.

Alburnus Maior est une ONG dont le siège est à Rosia Montana. Elle a été créée en l'an 2000 et défend les intérêts des habitants de Rosia Montana et de la région qui s'opposent au projet minier. C'est grâce aux démarches et aux efforts de cette association que le projet minier, tel qu'il était initialement prévu en 2004, est aujourd'hui bloqué.

Du côté du gouvernement

Plusieurs décisions de justice à caractère définitif ont annulé des documents illégaux (des certificats d'urbanisation, le Plan général d'urbanisation de Rosia Montana, etc.). Cependant, les autorités sont passées outre ces décisions de justice, en fournissant de nouveaux documents qui remplacent ceux annulés précédemment. De plus, en septembre 2013, le Gouvernement (alors qu'il avait été élu sur la promesse d'annulation du projet minier) a proposé une loi spéciale qui offrait à la compagnie minière des prérogatives dérogatoires de toutes les prévisions applicables aux autres

opérateurs économiques, entraînant une violation des droits à la propriété, à un environnement sain, d'accès à la justice et à un traitement égal devant la loi. Une telle loi violerait également les principes de l'ONU relatifs à l'expulsion et aux déplacements liés au développement.

Toutefois, la proposition de loi a été rejetée par les députés, sous la pression de grandes manifestations pacifiques en Roumanie et à l'étranger. Mais Gabriel Resources, entreprise spécifiquement créée pour le projet Rosia Montana, et dont l'objectif est purement spéculatif, n'entend pas en rester là : l'entreprise canadienne menace en effet l'État roumain de poursuites judiciaires et de réclamer jusqu'à 4 milliards de dollars de dédommagements si on ne lui accorde pas le droit de commencer l'exploitation dans les plus brefs délais.

Un précédent de mauvais augure

Baia Mare, autre mine d'or roumaine à ciel ouvert, donne à voir le drame qui pourrait survenir à Rosia Montana. En l'an 2000, le barrage qui contenait

le lac artificiel d'eaux contaminées et de déchets cyanurés, a rompu. Ce sont 100 000 tonnes de cyanure et de métaux lourds qui ont alors pollué la Tisza et le Danube (jusqu'à Belgrade), tuant sur le champ de grandes quantités de poissons en Hongrie et en ex-Yougoslavie (80% des ressources halieutiques de la Tisza du côté serbe), et ont contaminé l'eau potable de 2,5 millions de Hongrois.

Plus de 100 tonnes de poissons morts ont été trouvées en février 2000 dans la Tisza. 19 espèces protégées ont été éradiquées dans ce fleuve. La présence de cyanure s'élevait à cette date, dans certains endroits du Danube, à 20 à 50 fois la concentration "tolérable".

On parle, pour la catastrophe de Baia Mare, de pire désastre écologique en Europe depuis Tchernobyl. Gabriel Resources a beau s'époumoner à répéter que le projet de Rosia Montana est écologiquement sûr, entièrement sous contrôle, comment y croire une seule seconde quand l'Histoire récente est là pour prouver le contraire ? Afin de souligner l'absurdité de telles allégations, rappelons que le barrage prévu à Rosia Montana est 3 fois plus grand que celui qui a cédé en 2000 à Baia Mare...



ROSIA MONTANA ET UTOPIA

Le projet minier de Rosia Montana nous touche profondément, car il heurte directement plusieurs des principes constitutifs du projet de société que nous défendons :

- La reconnaissance de l'environnement comme Bien Commun de l'Humanité,
- L'accès universel aux biens et droits fondamentaux,
- La liberté de circulation et d'installation des personnes,
- Le développement de nouveaux espaces de démocratie.

L'environnement, Bien Commun de l'Humanité

En aucun cas une multinationale ne devrait avoir le droit de décider de la qualité de l'environnement d'un peuple.

Cette initiative doit être abandonnée avant qu'elle n'entraîne des conséquences désastreuses et irréversibles comme :

- La pollution, qui se traduira par la contamination de l'eau ;
- La destruction des écosystèmes, qui aura des conséquences sur la santé des populations ;
- La destruction irréversible du patrimoine culturel ;
- La mutilation du paysage, consistant en la destruction de quatre montagnes pour y laisser d'énormes cratères ;
- Les risques sismiques.

L'accès universel aux biens et droits fondamentaux

Le droit à l'eau potable est un des droits fondamentaux reconnus par l'ONU, et c'est ce droit qui est l'un des plus affectés par les pratiques de l'industrie extractive. Dans le cas de Rosia Montana, le droit à l'eau menace d'être violé. La pollution de l'eau compromet directement d'autres droits de l'humain comme :

- Le droit à la santé ;
- Le droit à une alimentation saine ;
- Le droit à un environnement sain.

Débuter le projet minier à Rosia Montana supposerait la violation de tous ces droits.

La liberté de circulation et d'installation des personnes

Chacun doit pouvoir choisir le lieu où il souhaite vivre. S'il n'est pas question de liberté de circulation dans le cas de Rosia Montana, la liberté de s'installer où l'on souhaite est en revanche gravement menacée. En effet, la loi roumaine interdisant les expropriations, le gouvernement cherche à trouver la faille qui lui permettra de la contourner, quitte à créer une loi spéciale comme cela a été proposé en septembre 2013. Le projet de loi a été ajourné... pour l'instant.

Le développement de nouveaux espaces de démocratie

Le cas de Rosia Montana est l'emblème d'une dérive qui se généralise de par le monde : la finance bâillonne l'auto-détermination des peuples. Une entreprise comme Gabriel Resources a ainsi pu, à coups de milliards, faire changer d'avis un gouvernement élu. Elle a pu l'inciter à présenter un projet de loi spécial pour servir ses intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général, et le menacer de représailles économiques s'il venait à refuser.

C'est ce même gouvernement, seul habilité à le faire, qui refuse d'inscrire le site de Rosia Montana sur la liste indicative du Patrimoine Mondial de l'humanité de l'UNESCO, pour empêcher un classement mérité, mais qui bloquerait le projet minier.

On le voit bien, il est grand temps que la notion de démocratie reprenne tout son sens, en Roumanie comme ailleurs.



Utopia fait partie des deux associations officielles (avec Albus Maior) qui soutiennent la Déclaration du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU déposée par nos amis de France Libertés sur le danger écologique de la réouverture de la Mine d'Or de Rosia Montana.

Déclaration Officielle du 14 février 2014

bizi !

Une organisation amie

Basques, ils le valent bien !

Par André Cohen

Invité au Conseil National d'Utopia à Paris en avril 2012, Bizi ! est un mouvement de jeunes écologistes, altermondialistes et régionalistes basques.

La proximité idéologique entre Utopia et Bizi ! est immédiatement visible à la lecture des causes défendues par Bizi ! dans la région de Bayonne : sensibilisation au réchauffement climatique, à la souveraineté alimentaire, lutte contre les grands projets imposés, discours favorable à l'annulation des dettes publiques illégitimes ou encore au revenu universel...

Bizi ! est un mouvement unique en son genre, issu de la mutation du milieu des jeunes militants régionalistes basques dans les années 1990, qui s'est graduellement rapproché des milieux militants alternatifs (libertaires, zapatistes, néo-ruraux, etc...) et rejoint les débuts du mouvement altermondialiste.

Dynamiques et mobilisés, ces jeunes ont pu constituer une équipe efficace et passer d'un mouvement strictement local - militant pour le développement de pistes cyclables dans l'agglomération de Bayonne et la monnaie locale Eusko, contre la ligne de LGV Bordeaux-Pays Basque et contre la surconsommation - à un mouvement régional inscrit dans des réseaux nationaux et internationaux : Réseau Action Climat, ATTAC, Réseau Sortir du Nucléaire, Occupy Europe, Climat Justice, etc...

Nous les avons croisés tant dans les manifestations locales dans les Pyrénées Atlantiques, qu'aux Forums Sociaux Mondiaux.

L'année 2013 a d'ailleurs été une année d'activité intense et de montée en puissance pour Bizi ! avec la participation du mouvement au FSM de Tunis en mai, puis à l'organisation du Festival Europe à Toulouse (plus de 5 000 personnes et des représentants de 80 organisations européennes) dans le cadre du réseau européen EYES au mois d'août.

Mais le point d'orgue de l'année pour Bizi ! est l'immense succès de son propre festival, Alternatiba, le 6 octobre dernier sur leur terrain : le centre-ville de Bayonne. Alternatiba, organisé entièrement par les militants de Bizi ! pour sensibiliser aux questions du réchauffement climatique a attiré plusieurs dizaines d'organisations de toute la France (le partenariat, « ça paye bien » au final) et réuni plus de 12 000 personnes. Un exploit pour une organisation locale, là où même les ONG nationales connues peinent à rassembler plus de 200 personnes sur des thèmes écologiques.

Comment ont-ils fait ? Interrogé, Bart, un des « cadres » du mouvement, explique qu'il s'agit de toute une année de préparation et de communication, d'une forte mobilisation des bénévoles et de nombreuses aides gratuites des riverains qui ont permis de voir les choses en grand malgré le budget limité, avant de préciser : « on a l'habitude au Pays-Basque, de compter sur nous-mêmes, de ne pas recevoir grand-chose du gouvernement... ; ce qu'on voulait démontrer c'était qu'on pouvait le faire différemment ! ».

C'est fait, au delà de toutes les espérances. « Et si c'est possible au Pays Basque, c'est possible partout ». Bizi ! va donc diffuser un kit méthodologique pour qu'Alternatiba fasse des émules. Chiche ?



Municipales Paris 10^{ème} Une campagne utopienne

Par Sylvain Raiffaud

Comment renouveler une démocratie à bout de souffle ?

C'est la question que nous nous sommes posée en démarrant la campagne municipale d'Europe Ecologie les Verts dans le 10^e arrondissement de Paris, en septembre 2013.

Autour de cette question nous avons articulé deux enjeux majeurs pour Paris : le logement, et la qualité de l'air, avec comme principe de construire notre programme électoral avec les habitants du 10^{ème}.

La « verte campagne » s'est mise en place progressivement après l'été 2013.

Nous avons choisi un positionnement « à hauteur de sol », dans l'espace public.

La première partie de la campagne a été l'occasion de promener un stand identifié par un parasol vert dans les six quartiers du 10^e arrondissement chaque semaine depuis le 11 novembre

2013. Des militants y attendaient les habitants pour en recueillir les doléances sur leur quartier: avis, témoignages, suggestions, tout était enregistré et/ou mis sur papier: entre novembre et janvier, cette opération a permis de collecter plus de deux cent témoignages sur des sujets très divers.

Les opérations "parasol vert" ont été passionnantes pour nos militants et pour les habitants qui y ont participé. Nous venions non pas pour leur distribuer des tracts, mais pour les écouter : "nous venons récolter l'avis des habitants sur le quartier: dites-nous ce qui ne va pas, ce qui va bien, ce que vous souhaiteriez pour améliorer la vie dans votre quartier, nous le prendrons en compte dans l'élaboration de notre programme"

Chaque session de collecte a donné lieu à des comptes-rendus qui ont servi à déterminer les thématiques qui



concernent les habitants des quartiers du 10^{ème} : ces comptes-rendus ont été mis en ligne sur le site eelv du 10^{ème} et des ateliers-débats ont eu lieu autour de ces thèmes entre le 25 janvier et le 18 mars 2014, pour nourrir et préciser le programme de la liste EELV de l'arrondissement.

Une analyse des demandes a permis de ressortir les thèmes qui comptaient le plus pour les habitants et ce n'étaient pas forcément ceux auxquels nous avions pensé ! A notre grande surprise par exemple, le thème de la propreté est ressorti comme étant l'une des premières préoccupations des habitants de nos quartiers et nous avons donc pris cela en compte lors de nos débats et propositions ultérieures.

Dans nos propositions, nous avons insisté sur le renforcement de la dimension démocratique de l'action municipale, pour rendre chacune et chacun acteur des projets et des décisions qui intéressent la collectivité. Il s'agira aussi de renforcer les moyens des instances de démocratie locale, les associations et conseils de quartiers notamment, en leur donnant plus de moyens et d'autonomie pour mener des projets, en faisant le bilan des initiatives qui ont réussi.



Appel à une constituante européenne

Par Fabien-Kenzo Sato

Élections européennes de mai 2014 Analyse

La gestion par l'Union Européenne de la crise de la dette souveraine a montré l'incapacité structurelle des institutions européennes à défendre les intérêts des citoyens européens. Pire, l'UE, à l'instar du FMI, est désormais perçue comme un pouvoir non-démocratique dont les peuples et les États subissent les injonctions d'austérité.

Les institutions européennes sont le fruit de négociations entre les dirigeants des principales puissances nationales et se sont développées principalement pour promouvoir le libre-échange économique : cette Europe, organisant la lutte fratricide pour la compétitivité des différentes économies nationales, accroît les inégalités et dresse les nations les unes contre les autres.

L'élection du parlement est le seul moment où les citoyens européens sont directement consultés. Pourtant, particulièrement en France, mais aussi ailleurs en Europe, les partis politiques traditionnels semblent incapables de considérer ce scrutin autrement qu'un enjeu électoral national, entre confortables postes de députés européens à attribuer et ré-étalonnage des rapports de force entre formations politiques.

Les élections européennes devraient être un moment de démocratie et la campagne électorale pourrait permettre

aux citoyens de décider des grandes orientations qu'ils souhaitent pour l'Europe. Mais le parlement européen a un rôle trop limité car les traités européens ne lui permettent pas de décider des grandes orientations qui font en fait l'objet de négociations entre les chefs d'État.

Nous pouvons cependant profiter de la campagne pour les élections européennes pour appeler à refonder l'Europe sur des valeurs de solidarité et de « bien-vivre » à travers une constitution élaborée par une assemblée constituante². Le parlement européen nouvellement élu aurait la légitimité démocratique pour s'autoproclamer *Assemblée Constituante*³ à la différence des négociations entre chefs d'État et Commission européenne qui ont conduit à l'élaboration du Traité Constitutionnel Européen finalement rejeté par les citoyens français et néerlandais.

Une telle initiative aurait le mérite de poser le débat de fond sur les valeurs sur lesquelles nous souhaiterions baser le projet européen.

Est-ce que les partis politiques français de gauche pourront porter une telle idée ? Aujourd'hui, il y a des obstacles pour que cette idée puisse faire son chemin d'ici les élections.

En France, l'espace politico-médiatique est occupé par la campagne pour les élections municipales et à l'échelle européenne, il n'existe pas encore

d'espace de débat transnational. Pour l'instant aucun mouvement transnational politique ou citoyen n'a vu le jour en Europe. Mais comme le fait remarquer le constitutionnaliste Dominique Rousseau, souvent, comme dans le cas de la France ou des États-Unis, le peuple ne préexiste pas à la constitution, c'est la constitution qui fonde un peuple.

En s'appuyant sur le manifeste Utopia, fonder l'Europe des peuples, c'est :

- construire de nouveaux espaces de démocratie donnant une voix au 99% de la population qui n'est pas entendue ;
- s'assurer que les droits fondamentaux de chacun soient respectés, en matière d'accès aux soins, à l'éducation, aux ressources minimales permettant une vie décente... ;
- mettre au cœur des politiques les préoccupations environnementales ;
- assurer une souveraineté alimentaire du continent européen, fondée sur une agriculture saine et respectueuse du développement des pays du Sud ;
- dépasser la politique des murs aux frontières de l'Europe qui a démontré son inefficacité, pour penser autrement les politiques migratoires.

1 - Des référendums peuvent aussi être organisés à l'initiative des gouvernements nationaux. Celui de 2005 sur le Traité Constitutionnel Européen a permis un vrai débat démocratique.
2 - (re)voir à ce sujet, l'excellente conférence de Dominique Rousseau : www.dailymotion.com/video/xvcaqy_les-lecons-tirer-des-assemblees-constituantes-recentes-en-europe-et-en-afrique_news
3 - C'est ce qu'ont fait les représentants aux États Généraux en 1789.

Par France Ostrowiecki **POUR !**



Nous avons participé activement au cours du premier trimestre à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, des activités périscolaires dans l'école de notre village, que fréquentent 120 enfants. Nous pourrions énumérer ce qui marche, ce qui mérite des ajustements, et ce qui ne marche pas.

Il nous paraît plus intéressant de voir ce qui pourrait être dans la ligne de nos valeurs utopiques.

La refondation de l'école, élaborée par Vincent Peillon après concertation, commence par la réforme des rythmes scolaires. Elle se veut une réforme de fond, un bouleversement total des rythmes de vie de notre société.

L'adéquation des rythmes de l'enfant avec ceux de l'école est au cœur de la réforme (cf. articles F. Testu). Il est acquis que l'enfant n'a pas une possibilité d'attention longue, qu'il y a

des moments de la journée où l'attention sera meilleure (milieu et 2^e partie de matinée), que les heures de lever et de coucher doivent être régulières pour que le sommeil soit de bonne qualité (y compris les jours sans école) et que c'est l'heure régulière du lever qui importe: elle entraînera la régularité de l'heure du sommeil spontané du soir (si les parents laissent les choses se faire physiologiquement).

Compte tenu de ces éléments, une matinée d'école supplémentaire ne devrait pas fatiguer plus les enfants: ce n'est d'ailleurs évidemment pas le but recherché!

La grande nouveauté de cette réforme : la mise en place des activités périscolaires, sous la responsabilité des élus municipaux, (qui représentent les citoyens), permet l'entrée dans le système éducatif d'associations, de parents d'élèves élus, de bénévoles, d'intervenants qualifiés. Toutes ces personnes externes au système

éducatif conventionnel favorisent l'accès libre aux savoirs, au partage des connaissances et à la pratique du débat argumenté.

Un des facteurs de réussite est justement le travail en commun des différents intervenants pour bâtir le projet d'école. Il s'agit donc bien d'un projet qui par définition est évolutif.

Les activités ont lieu dans **différents locaux**, école et/ ou locaux municipaux, gymnase, salle de sport, salle de réunions... Ainsi se met en place progressivement la **cité éducative** que nous souhaitons.

Grace à l'implication de différents intervenants qualifiés, l'enfant, qui apprend les savoirs de base dans le temps scolaire, acquiert aussi des compétences nouvelles et variées dans les domaines sportif, artistique, musical. Il développe sa curiosité, son esprit critique, son sens des responsabilités, le respect de l'autre, toutes choses qui lui permettent de construire sa personnalité en s'appuyant sur son environnement.

Les structures nouvelles étant en place, vient le temps de la réflexion pédagogique.

Déjà se développent les écoles de formation du professorat: il faudra qu'elles répondent à la formation initiale et à la formation continue.

Sont lancés la réforme des programmes, le numérique.

Reste le difficile travail sur l'évaluation et la poursuite de la réforme au collège et au lycée.

Nous devons répéter que cette refondation n'en est qu'à ses débuts. C'est là, de notre point de vue, qu'intervient Utopia: si chacun de nous

est persuadé que cette refondation répond en partie à notre projet de société, il nous faut nous engager. Chaque utopien dans son village, dans son quartier, près de son école, peut être présent, participer aux comités et forums.

Notre présence active permettra de ne pas retomber dans les archaïsmes, les corporatismes, et permettra d'avancer peu à peu vers la reconnaissance de nos idées, de nos valeurs.

CONTRE ! Par Perrine, une enseignante parisienne

Il n'y a pas d'unanimité parmi les chrono-biologistes sur la question des rythmes de vie de l'enfant.

Cela s'explique notamment par le fait que certains travaillent sur les temps d'attention, d'autres sur les rythmes de sommeil: en découle une confusion entre le rythme de vie de l'enfant et le rythme scolaire. La nécessité de coucher l'enfant à heure fixe a dérivé vers la modification des rythmes scolaires qui n'a rien à voir, comme si le fait qu'il y ait école tous les jours allait modifier les fonctionnements familiaux.

Par ailleurs, il n'y a pas de lien entre les rythmes et les résultats scolaires, en témoigne le rapport de l'inspection générale de 2002 "Cette analyse menée à partir de deux échantillons nationaux des évaluations CE2 - 6e montre un léger effet positif de la semaine de 4 jours, mais trop faible pour être statistiquement significatif. Les auteurs concluent que « les progrès des élèves sur les apprentissages fondamentaux, à niveau de départ équivalent et à environnement social équivalent, ne sont donc pas beaucoup affectés par le choix du rythme scolaire hebdomadaire. »"

Il faut prendre le temps de présence de l'enfant dans sa globalité. Un certain nombre d'enfants restent à la cantine et à la garderie: en ajoutant une demi-journée de classe, on augmente leur temps de collectivité, les parents ne pouvant réduire les autres journées. La fréquentation des centres de loisirs du mercredi après-midi augmente elle aussi (les assistants maternels refusant des contrats à la demi-journée). A Paris, on note pour plus de 50% des élèves une augmentation de plus de 10h de collectivité sur la semaine: sur le terrain, cela se traduit par plus de fatigue et de ce fait, plus d'absentéisme.

Cette réforme occasionne également une perte de repères de l'enfant quant à la fonction de l'école: les programmes préconisent que l'enfant soit au cœur des apprentissages, qu'il devienne élève et sache dire ce qu'il apprend. Or l'école est à la fois un lieu d'apprentissage et de loisir. Dans une journée, l'enfant est tour à tour élève, demi-pensionnaire, enfant. Jusqu'à présent, les locaux permettaient de différencier ces rôles, mais il y a maintenant partage de l'espace. La démultiplication des adultes référents achève d'estomper les différences entre le rôle, les attentes et les objectifs de chacun.

Les enfants les plus en difficulté à l'école sont ceux dont l'environnement d'origine est le plus éloigné de l'école. Ils ont besoin d'un cadre clair, bien défini et régulier. Cette désorganisation de la structure et du temps scolaire les atteint en priorité.

Par ailleurs, l'éducation est un métier. Si les enseignants ne sont pas seuls détenteurs des apprentissages, la transmission est une compétence nécessaire. L'augmentation des adultes intervenants n'est en rien un gage de leur qualification.

Enfin, cette réforme augmente les inégalités territoriales entre les élèves. Les communes financent et proposent des approches très variées, voire rien, les fonctionnements horaires sont très variables, les activités périscolaires peuvent être payantes, les écoles privées ne sont pas obligées d'appliquer la réforme...

Cette réforme ne garantit ni une meilleure réussite scolaire, ni moins de fatigue des enfants, ni plus d'égalité en matière d'éducation.

Réf.
F. TESTU - Chrono-psychologie et rythmes scolaires, Masson éd.
F. TESTU - Supprimons enfin la semaine de quatre jours, tribune, « Le Monde », 12/02/2013
Revue « Politis », dossier : Rythmes scolaires, le grand bricolage, 29/08/2013

IDÉES REÇUES ET PROPOSITIONS

Par le Mouvement Utopia

160 pages, 4 euros, Collection Controverses



A travers la dénonciation de dix sept idées reçues sur l'agriculture et l'alimentation et de seize propositions, ce livre décrit et analyse cinquante ans de « révolution verte » et la suprématie actuelle de l'industrie agro-alimentaire. Il pointe ses conséquences sur le monde paysan, au nord comme au sud, ainsi que sur notre alimentation, son goût et notre santé. Un panorama synthétique mais précis sur ces questions qui nous concernent dans notre vie quotidienne et qui interpellent les politiques publiques au niveau mondial, européen, français et local. Sorti en librairie le 09 mai 2014.

NOUVEAUTÉS

L'ACTUALITÉ DES ÉDITIONS UTOPIA

Par Laure Pascarel et Denis Vicherat

LE BUEN VIVIR

Pour imaginer d'autres mondes

Par Alberto Acosta

192 pages, 12 euros, Collection Amérique latine



Le Buen Vivir, Véritable philosophie de vie que l'on peut traduire par « vie bonne » ou « bien vivre », est un principe central de la vision du monde des peuples indigènes de la région andine. Ce concept alternatif au développement se répand peu à peu en Amérique Latine et trouve un écho de plus en plus large au sein des cercles de réflexion dans les pays occidentaux.

Intellectuel de Gauche, proche du mouvement altermondialiste, Alberto Acosta est un des penseurs des révolutions citoyennes d'Amérique Latine. Il fut ministre de l'Energie et des Mines et président de l'Assemblée nationale constituante équatorienne. Il est le premier à avoir théorisé le Buen Vivir.

TOUJOURS DISPONIBLE



ÉQUATEUR : DE LA RÉPUBLIQUE BANANIÈRE À LA NON RÉPUBLIQUE

Pourquoi la révolution citoyenne

Par Rafael Correa, Préface Edgar Morin.

212 pages, 15 euros, Collection Amérique latine.

Rafael Correa, président de la République d'Équateur et leader de la Révolution Citoyenne, décrit l'histoire économique de son pays et de « son continent » depuis la colonisation physique jusqu'à la colonisation mentale et économique des trente dernières années. A l'heure où l'Europe traverse à son tour une profonde crise, ce livre se révèle être une véritable source d'inspiration.

Rafael Correa, né à Guayaquil (Équateur) en 1963, est économiste et homme politique équatorien. Élu président de la République équatorienne en novembre 2006, il a été réélu dès le premier tour en 2009 ainsi qu'en février 2013



Chroniques gorziennes

DES RÊVES...
n°2

Par Denis Vicherat

Pour Utopia, André Gorz (1923-2007) est un penseur de première importance et une grande source d'inspiration. Ces chroniques gorziennes ont pour vocation, sous un format court, d'introduire une thématique traitée par André Gorz afin de donner envie à nos lecteurs d'aller plus loin.

En raison d'un chômage de masse devenu structurel, le revenu de base, ou inconditionnel, universel...bénéficie actuellement d'un regain d'intérêt¹. Evoquons rapidement la démarche d'André Gorz, un des plus célèbres défenseurs du revenu inconditionnel, car il ne l'a pas toujours été.

Dès le début de sa réflexion, Gorz distinguait un revenu de droite - prôné entre autres par Milton Friedmann - et un de gauche², permettant de vivre décemment en s'émancipant du travail marchand.

Au départ, il critiquait aussi la version de gauche : il lui reprochait d'être octroyé par l'état, ce qui plaçait ses bénéficiaires dans sa pleine dépendance, sans prise sur lui et sujet aux changements de majorité.

En le versant, la société signifiait qu'elle pouvait se passer de certains d'entre eux, qui pouvaient se sentir rejetés ; or le travail est une activité rémunérée,

en théorie, en fonction de son utilité au système social. Il est donc indispensable pour que chacun exerce sa citoyenneté et le droit au travail doit être considéré comme un droit politique, donc pouvoir être donné à tous. En bon philosophe, Gorz rappelait l'unité dialectique du droit et de devoir : *Mon devoir est le fondement de mon droit et me relever de tout devoir c'est me dénier la qualité de personne de droit*³.

Plus tard⁴, il en vient à considérer que le travail dans les sociétés modernes n'est plus la force productive principale et qu'il est de plus en plus remplacé par le savoir vivant, l'immatériel, difficilement rémunéré selon une quantité d'heures mesurables.

Par ailleurs, la masse de travail disponible ne cessant de se restreindre, Gorz note que les sociétés ne sont plus en mesure de fournir un travail stable, à plein temps et correctement rémunéré

pour tous : il propose donc de *libérer l'activité de la dictature de l'emploi*⁵ au profit d'activités autonomes infiniment plus enrichissantes, grâce en partie à un revenu découplé du temps de travail. Ce revenu dépendant du pouvoir politique, donc du débat démocratique et non du rapport de force avec le monde des entreprises. André Gorz avait en effet déjà théorisé la fin du prolétariat en tant que seul sujet historique porteur de transformation sociale⁶.

Mais comme beaucoup de défenseurs du revenu inconditionnel, André Gorz considérait que celui-ci ne pouvait pas à lui seul permettre la sortie de la société capitaliste et qu'il ne devait pas être considéré comme une fin mais comme un préalable, en complément indispensable du droit à l'emploi, pour le début d'une organisation offrant les conditions matérielles de l'émancipation de tous.

1 - Initiative européenne : <http://revenuebase.info> et Initiative populaire fédérale suisse pour un revenu de base : <http://inconditionnel.ch>

2 - *Métamorphose du travail*, Editions Galilée, 1988.

3 - Ibid, folio essais, page 331.

4 - Notamment dans *Misères du présent, richesse du possible*, Editions Galilée, 1997.

5 - *Richesse sans valeur, valeurs sans richesse*, in *Ecologica*, Editions Galilée, 2005.

6 - *Adieux au prolétariat*, Editions Galilée, 1980.

J'ai adhéré à un syndicat...

Par Myriam Michel

Culture
Sud
Solidaires

On entend souvent dire que les syndicats ne servent à rien, qu'ils sont corporatistes, qu'ils sont soit « vendus » soit « agressifs » et contre-productifs... Eh bien non, pas toujours ! Voici en quelques lignes le pourquoi du comment de mon adhésion au syndicat Sud Culture Solidaires (mais attention, ceci n'est pas une pub déguisée pour Solidaires, car Utopia, en plus d'être transpartisan, est aussi trans-syndicats...).

Éliminons d'emblée la question de « pourquoi Sud Culture ? » qui n'a pas d'intérêt ici, puisque c'est simplement du à mon activité professionnelle, qui dépend du milieu de la culture. Et concentrons nous sur l'Union syndicale Solidaires...

Assez rapidement après mon entrée sur le « marché du travail », j'ai ressenti le besoin de me syndiquer. Et pas à cause de problèmes au travail, non, plutôt dans une démarche militante... comme une manière de « compléter » mon engagement politique et associatif.

Je me suis tournée d'emblée vers Solidaires, parce que ce regroupement de syndicats m'a paru être dans l'état d'esprit qui est le mien : ne pas se centrer sur le monde du travail mais s'ouvrir à la société toute entière... Le fonctionnement très horizontal, basé sur le principe de l'autogestion, m'a tout de suite attirée (même si depuis j'ai constaté que sur le terrain ce n'est pas toujours appliqué). Et ce sont surtout les combats de Solidaires qui m'ont fait adhérer : lutte pour la régularisation des sans-papiers, travail important à l'international, réduction du temps de travail, écologie, féminisme... sans

oublier bien sûr la défense du service public, des conditions de travail et des retraites !

Depuis j'ai monté une section syndicale dans mon entreprise, et nous entamons le long et difficile travail de sensibiliser des salarié-es souvent très jeunes et peu politisé-es aux combats syndicaux. Je m'investis aussi dans un travail à l'international, auprès des zapatistes et de certains mouvements civils au Mexique... bref, une autre facette d'un même engagement militant.



Utopia soutient la production de café « rebelle et zapatiste » !

Par Myriam Michel



Il y a maintenant 20 ans, au cri de ¡ Ya Basta ! (« ça suffit ! »), les communautés zapatistes du Chiapas (Mexique) se sont révoltées contre le gouvernement mexicain pour affirmer leur volonté d'être enfin reconnu-es comme mexicain-es à part entière, pour réclamer leur droit à la dignité, à la terre et à la liberté. Depuis le 1er janvier 1994, les zapatistes ont développé l'expérience actuellement la plus aboutie d'autonomie et d'autogestion : organisation des communautés basée sur le principe du mandar obedeciendo (« commander

en obéissant »), développement de systèmes de santé, d'éducation et de communication autonomes, création de coopératives de production de café et d'artisanat...

Dans cette lutte, qui dépasse les frontières du Mexique par son caractère altermondialiste affirmé, le soutien international est primordial. Aussi depuis 2002, l'association Échanges Solidaires importe et commercialise en France le café des coopératives zapatistes Yachil Xojobal Chulchan et Ssit Lequil Lum. Il s'agit d'un café bio, cultivé dans le respect de la terre et payé à son juste prix aux coopérateurs et coopératrices, qui sont actuellement près de 1300 à travailler dans ces deux coopératives ; l'intégralité des bénéfices de ces ventes est ensuite reversée directement à l'ensemble des communautés zapatistes.

Lors de son Université d'Été 2013, Utopia a lancé l'idée d'une souscription collective auprès d'Échanges Solidaires, et celles et ceux qui ont souscrit recevront leur café en septembre prochain.

La prochaine souscription n'aura lieu qu'en fin d'année, mais n'hésitez pas si vous voulez en savoir plus ! Et il reste possible d'acheter auprès de l'association quelques paquets de café pour celles et ceux qui souhaiteraient goûter cet excellent arabica, fruit d'un travail collectif et autonome...



4ème édition du festival de films d'Utopia : Dépasser le patriarcat

Par Fabien-Kenzo Sato

Les 2, 3, et 4 avril, s'est tenu le festival de films d'Utopia.

Après "le travail" et "l'alimentation" les années précédentes, le thème de cette année était "dépasser le patriarcat". Avec "propriété" et "biens communs", il s'agit d'un des thèmes de travail que le mouvement s'est fixé lors de la dernière université d'été.

La programmation a mêlé des films de formes variées (courts et longs métrages, documentaires et fictions) qui avaient pour points communs de déconstruire, souvent avec humour, les mécanismes du patriarcat dans nos sociétés européennes, ou de montrer des perspectives de dépassement déjà à l'œuvre. Les projections ont été suivies de riches débats avec des cinéastes et militantes associatives ou politiques pour approfondir les sujets abordés par les films : éducation et genre, représentation politico-médiatique, PMA, femmes dans l'espace public, femmes dans l'espace privé, prostitution...

Soulignons qu'à l'inverse des années précédentes, tous les films présentés ont été réalisés ou co-réalisés par des femmes et que toutes les intervenantes étaient des femmes. Cet événement participe à la réflexion sur la place des femmes au sein du mouvement Utopia, amorcée avec le paritarisme des fonctions et instances.

Nous souhaitons que ce festival soit le prélude à des travaux et actions d'Utopia pour mieux intégrer la dimension du dépassement du patriarcat dans ses positions et propositions.

L'équipe d'organisation :
Camille, Marion, Antoine, Samira,
Anthony et Fabien-Kenzo.

Le programme complet et toutes les informations sur le festival sont disponibles sur le site dédié :

www.mouvementutopia.org/festival2014



© posterforwomenow 2012 - Eric Le

2/3/4
AVRIL 2014
19H - 23H

DÉPASSER LE PATRIARCAT

4ÈME ÉDITION DU FESTIVAL DE FILMS D'UTOPIA

AU
CINÉMA
LA CLEF
34, RUE DAUBENTON
75005

Cinéma
La Clef

Retrouvez toutes les infos sur :
www.mouvementutopia.org/festival2014

utopia * iledeFrance

Si vous souhaitez organiser des projections-débats sur le même thème, l'équipe d'organisation du festival peut vous aider. Vous voulez vous impliquer pour la prochaine édition du festival, contactez fks@mouvementutopia.org.

LE GRAPHISME, UN ART AU SERVICE DE GRANDES CAUSES...

Par Samira Chahboune

Poster for Tomorrow, projet principal de l'association 4 tomorrow fondée en 2009, est un mouvement international qui mène, grâce à l'art et au graphisme, des actions de sensibilisation sur les droits humains et les enjeux de société.

Une de ses principales activités est l'organisation d'un grand concours international annuel de créations graphiques autour d'un thème relatif aux droits de l'Homme ou aux libertés fondamentales. Chaque année, le concours donne lieu à une exposition qui est présentée en simultané dans le monde entier à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, le 10 décembre. Un catalogue est également édité par exposition.



Après avoir lancé de grandes campagnes sur des sujets tels que "l'abolition de la peine de mort", "le droit à l'éducation", "l'égalité hommes/femmes" et "le droit au logement", 4 Tomorrow lance cette année une nouvelle campagne sur LE DROIT AU TRAVAIL qui sera présentée en décembre prochain.



Les autres actions de 4 Tomorrow :

Tout au long de l'année 4 Tomorrow mène également des actions sur le terrain pour promouvoir les droits de l'Homme, grâce à des activités culturelles en France et à l'international :

Le dessin va à l'école

Lancé en 2013 et reconduit en 2014, il s'agit d'un programme culturel et éducatif impliquant 6 classes de collèges situés en Île-de-France dans des zones d'éducation prioritaire (ZEP). Sur une année scolaire, des classes de 5ème ou de 4ème suivent un cours de communication sociale autour des droits de l'homme. Les cours sont dispensés par 6 professionnels du graphisme et se concentrent sur les droits fondamentaux. A la fin de l'année, les meilleures productions sont présentées dans le cadre d'une exposition.

La démocratie et la femme en Méditerranée

Soutenu par la Région Île-de-France, poster for tomorrow a organisé en 2013, toute une série d'ateliers et débats au Maroc, en Tunisie, en Turquie et au Liban pour promouvoir l'égalité hommes-femmes et pour souligner le rôle des femmes dans la démocratisation de leur pays. Ces ateliers ont été mis en place en partenariat avec des universités d'Art et des écoles de graphisme et étaient adressés aux jeunes étudiants

et à la société civile. Les débats ont été animés par des ONG, des médecins victimologues et des anthropologues. A l'issue de chaque atelier, les affiches réalisées ont été exposées dans les pays concernés. Ce programme va être repris en 2014.

Café démocratie

Soutenu par le Conseil de l'Europe, un programme de débats autour de la citoyenneté et de la démocratie sont organisés en Bosnie-Herzégovine, en Turquie et en Hongrie ainsi que dans des collèges en Île-de-France.

Design pour le droit de l'homme

Un nouveau programme de promotion de l'égalité homme/femmes soutenu par le Ministère norvégien des affaires étrangères organisé sous forme d'ateliers de graphisme.

Utopia soutient Poster for tomorrow car nous encourageons toutes les initiatives culturelles et les programmes d'éducation populaires qui contribuent à faire bouger le monde et à sensibiliser les jeunes citoyens sur des grands combats de société...une autre manière de faire de la politique autrement...

Pour plus d'informations sur les projets, programmes et expositions de l'association 4 Tomorrow, rendez-vous sur leur site :

www.posterfortomorrow.org



Shadow - par Laurence Soulez-Méry - Affiche issue de l'exposition "100 affiches pour l'égalité hommes-femmes"

© Moises Romero - posterfortomorrow 2011

À LIRE

Par Claire Desmesnards

LES RENARDS PÂLES

YANNICK HAENEL (Ed. Gallimard)

« Si plus rien ne s'accomplit dans la politique, il arrive que quelque chose s'accomplisse en dehors : alors cette chose devient politique. »

Le roman de Yannick Haenel a fait la une des rubriques littéraires de l'automne dernier et sans doute l'avons-nous déjà maintes fois aperçu dans les journaux en vogue comme dans les rayonnages de la culture de masse.

Étrange – en orchestrant ainsi sa notoriété publique, ses promoteurs comme ses détracteurs en avaient-ils véritablement saisi la portée politique ?

Car justement, les Renards pâles pourraient bien être ce quelque chose qui advient en dehors de tous les cadres préétablis dont notre société regorge jusqu'à saturation. Et d'où une profonde transformation peut surgir, pour qui écoute.

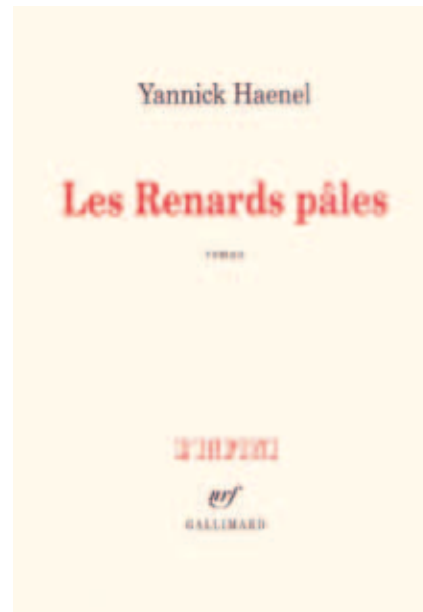
Le premier chapitre fait glisser dans un intervalle, bien connu sans doute des altermondialistes et utopiens de toutes sortes – ceux qui ont coutume de proclamer qu'un autre monde est possible. Mais la faille, lentement creusée, invite à parcourir nos errances et nous perdre dans cet interstice des possibles.

Au fil des pages, l'ouvrage devient le mouvement qu'il raconte, et profitant de la solitude première du lecteur, l'entraîne à l'insurrection qui habite originellement chacunE d'entre nous.

Car contrairement à ce que des apparences ont pu laisser dire aux critiques, cette insurrection se découvre non dans la violence des démonstrations de force ou des bras de fer politiques, ni même dans la frénésie joyeuse qui gagne les grandes tablées enivrées, mais bien dans le secret de la dernière des solitudes – nous livre Yannick Haenel, « l'autre nom de l'amour : l'univers s'y brûle ».

Ici cessent les tentatives d'étouffer en soi la conscience criante qu'« Il suffit que l'invivable affecte quelques uns pour que le vivable n'existe plus pour personne. » Ici s'énonce et prend vie le message quasi prophétique d'une révolution en marche, involontairement mais inexorablement générée par ceux-là mêmes qui jouissent des crimes perpétrés en nos noms : le désœuvrement dans lequel se retrouvent tous les exclus et les déçus du système est précisément l'espace où se développe intimement et d'où jaillit collectivement la connaissance de notre irréductible humanité.

Ainsi, si plus rien ne s'accomplit en politique, accomplissons-nous en dehors. Peut-être alors nos solitudes se rejoindront-elles et nous feront devenir politiques, rendant enfin à celui-ci ses lettres de noblesse.



Par Laurence Durand

CES FEMMES QUI CHANGENT LE MONDE

MARIE-ANGE LE ROCHAIS (Edition : L'école des loisirs - collection Archimède)

Histoire des femmes célèbres

Sous la forme d'une conversation de l'auteure avec sa fille, l'ouvrage dresse le portrait de quelques femmes célèbres en France et dans le monde. Ces personnages réels ont à leur façon contribué à l'évolution de notre société. Elles ont aidé à changer le monde. Parmi elles Eve, Ada Byron, Simone Veil, Claudie Haigneré, Marie Curie, George Sand, Marguerite Yourcenar, Colette, Agatha Christie, Frida Kahlo, Caroline Aigle, Pura, Amélie Nothomb, Loubna Mélliane, Somaly Mam, Rigoberta Menchu, Helen Keller, Christine Janin, Golda Meir, Karin Burstrand, Erin Brockovich, Sabrina Krief, etc. L'ouvrage se lit comme un roman et peut se consulter comme un guide illustré. Instructif, ludique, vivant et passionnant.

"J'ai réalisé cet album pour démontrer de manière simple et rapide l'absurdité des stéréotypes, des idées toutes faites. Comment malgré le confinement des femmes dans des rôles décidés par la société des hommes, elles se révoltent, disent non et ainsi décident de leur vie. J'appuie mon propos par des exemples de femmes qui se sont réalisées. Ils ne se veulent pas exhaustifs mais ils sont les miens, et ont contribué à faire avancer le monde vers plus de tolérance, plus de justice plus d'écologie..."

A chaque exemple, j'ai mis une phrase en exergue, puis une discussion animée entre Louise et sa mère (en l'occurrence moi) et évidemment des illustrations. Je souhaite que le lecteur s'instruise et qu'il se pose à son tour des questions."

Par David Flacher

O.C.U. – Uruguay : visite utopienne à Montevideo



Jean Rousseau, Président de l'O.C.U., Luis Almagro, Ministre des affaires étrangères de l'Uruguay et David Flacher, Porte-parole d'Utopia et Vice-Président de l'O.C.U.

L'Uruguay est un des pays d'Amérique latine susceptible de promouvoir la citoyenneté universelle. De nombreux membres importants du gouvernement ont en effet vécu l'exil et l'asile politique. Lors d'une brève visite à Montevideo, nous avons obtenu, grâce à de précieuses aides locales, un rendez-vous avec le ministre des affaires étrangères (Luis Almagro), le 27 juin 2013 au matin.

Emmaüs International avait déjà rencontré Luis Almagro quelques mois auparavant (le siège social d'Emmaüs pour l'Amérique latine est en Uruguay). Cet entretien nous a permis de renouer les liens, de présenter la constitution de l'O.C.U. et ses objectifs, la journée

du 23 mai à l'UNESCO (vidéo à l'appui) et de vérifier que le ministre partageait les principes que nous défendons. Luis Almagro a évoqué la loi en préparation sur l'égalité des droits et a confirmé sa volonté de lutter contre les discriminations notamment à l'égard des étrangers, travailleurs ou étudiants. Il nous a également assuré qu'il aborderait avec le Président José Mujica notre initiative sur le passeport universel et sur l'appel à une conférence internationale sous l'égide de l'ONU. Nous nous sommes également entretenu avec la responsable consulaire et son adjoint en charge des relations avec l'ONU et des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères. L'occasion d'avancer plus

concrètement de creuser la manière dont notre proposition pourrait s'inscrire dans le droit uruguayen.

Nous sommes ainsi repartis raisonnablement optimistes mais aussi chargés de demandes et de conseils parmi lesquelles une rencontre souhaitable avec l'Office Internationale des Migrations (OIM), ou encore avec « groupe sud-américain ». Et avec le sentiment que, face au nombre de dossiers en attente, le nôtre n'avancerait qu'à la seule condition que nous le suivions de très près. Suite au prochain numéro...

O.C.U. – New-York : Utopia à l'ONU

Début octobre 2013 se tenait à New-York le « Dialogue de haut niveau » entre les Etats et la société civile sur la question des migrations. Ce moment particulier était l'occasion d'échanges entre acteurs de la société civile engagés sur l'ensemble de la planète mais également d'échanges entre ces organisations et les Etats représentés à l'ONU.

Vous l'imaginez, peu nombreux sont les Etats audacieux en la matière et les discours sont parfois éloignés des actes ; mais l'important, dans cette grande machinerie qu'est l'ONU, est de faire avancer, pas après pas, les sujets qui nécessitent des solutions mondiales.

C'est ainsi qu'avec Alain Fontaine (Emmaüs international), Emmanuel Poilane (France Libertés), et moi-même (pour Utopia), avons représenté l'Organisation pour une Citoyenneté Universelle (O.C.U.).

L'occasion de présenter nos deux grandes initiatives : d'une part celle du Passeport de Citoyenneté Universelle (P.C.U.) dont nous avons remis des exemplaires à des migrants et personnalités le 23 mai 2013 à l'Unesco et dont nous espérons qu'il soit officiellement reconnu par des Etats de tous les continents ; et d'autre part l'appel à la tenue d'une conférence internationale sur la liberté de circulation et d'installation sous l'égide de l'ONU.

Nous avons ainsi, en marge du dialogue de haut niveau, organisé un séminaire avec les principaux acteurs de la société civile présents à New-York. Ce séminaire s'est tenu le mardi 1er octobre 2013, et il a réuni 15 représentants de réseaux souvent très importants. Les débats ont été très



Siège des Nations Unies. New-York

riches et intenses pendant plus de deux heures. Ce fût l'occasion de confronter nos initiatives aux réactions d'acteurs-clefs et de constater le réel intérêt suscité !

Des propositions d'impliquer la ville de Mexico ou d'associer des acteurs importants en Asie ont, entre autres, émergés : il nous faudra y donner suite.

Après ce premier succès, nous avons aussi cherché à rencontrer les représentations nationales d'Etats susceptibles d'être de futurs soutiens et des acteurs utiles : les prises de contacts ont ainsi permis, dès le 2 octobre, de rencontrer François Crépeau, le rapporteur des nations unies sur les migrations, ainsi qu'une représentante

du Haut Commissariat aux droits de l'homme.

Ce fut également l'occasion de récupérer quelques contacts importants à Genève avant... de se rendre à un atelier très participatif sur le thème "migrer dans la dignité", de rejoindre un "side event" organisé par la fondation allemande Friederich Ebert et l'Etat des Philippines, avec qui nous avons pris un premier contact...

Puis en fin d'après-midi nous avons rencontré la représentation équatorienne. Ce rendez-vous fut riche et utile : nous y avons obtenu un accord de principe sur le fait d'intégrer au discours de l'Equateur l'idée d'appeler



reste l'enthousiasme et la conviction pour les projets que nous portons, nos forces restent limitées pour tout mener de front.

C'est également pour cela que nous avons participé à une réunion d'ONG (« Smart CSOs ») à Cologne qui réfléchissent à la manière dont il est possible de repenser le rôle de la société civile et la nécessaire « grande transition » vers un modèle plus social et soutenable ; dans cette perspective nous avons été invités à une autre grande réunion d'ONG à Johannesburg, financée par l'Union européenne (projet DEEEP).

Reste à avancer, avec toutes les bonnes volontés disponibles. Avis aux amateurs !

à une conférence internationale de l'ONU sur la liberté de circulation et d'installation.

Nous avons également pu à nouveau constater la proximité de vue de l'Equateur avec notre projet et dessiné des perspectives précises pour y arriver dans le cadre de la loi qui sera présentée au Parlement en 2014 ! Encore un dossier à suivre...

Le 3 octobre, nous avons entamé la journée en écoutant les discours retransmis dans des salles de l'ONU avant de rencontrer la délégation française à l'ONU : cette rencontre, cordiale, nous a permis de faire avancer l'idée d'une conférence internationale. Nous n'avons en revanche pas trop évoqué le projet de passeport car il est beaucoup moins probable que la France le soutienne à court terme...

4 octobre : direction les séances du dialogue de haut niveau. Nous y recroisons nos amis équatoriens et apprenons que l'Equateur a bien évoqué la question de la tenue d'une conférence internationale. Reste à retrouver la vidéo ! Puis vient un moment dédié au rappel téléphonique : Micronésie, Île Maurice, Ghana, Mongolie... Finalement, nous décidons de nous rendre à la représentation Mauritanienne... sans rendez-vous ! Et nous parvenons à rencontrer l'une des représentantes du pays : elle estime que notre projet est pertinent, notamment dans sa partie "appel à une conférence internationale". Elle nous donne des informations extrêmement utiles pour faire avancer notre idée dans le cadre des consultations ouvertes à la société et des négociations qui en découleront. Mais là encore, si notre principal atout



Remise de nouveaux passeports au Sénat

Par Samira Chahboune

A l'occasion de la Journée Internationale des Migrants, le 18 décembre dernier, l'Organisation pour une Citoyenneté Universelle s'est mobilisée.

En cette journée symbolique, il était important qu'ensemble nous réaffirmions que d'autres politiques migratoires sont nécessaires et que nous faisons connaître les alternatives que nous portons pour promouvoir la Liberté mondiale de circulation et d'installation des personnes.

Afin d'interpeller les institutions et les politiques, l'O.C.U a donc remis symboliquement, dans l'enceinte du Palais du Luxembourg, une nouvelle série de passeports de citoyenneté universelle à quelques personnalités : **Marie-Christine Blandin, Joël Labbé, Marios Soares (Ancien Président du Portugal) et la Maire de Lampedusa, Giusi Nicolini.**



Marie-Christine Blandin, Sénatrice

Discours de Giusi Nicolini, Maire de Lampedusa et de Linosa



des personnes noyées en mer et une motivation supplémentaire pour ne jamais cesser de revendiquer la possibilité d'offrir un accueil digne aux rescapés, aux vivants.

Ce passeport aura aussi pour raison d'être de mieux diffuser l'idée que les politiques de fermeture livrent les réfugiés demandeurs d'asile aux mains de réseaux criminels de traite des êtres humains, infligeant mort et souffrance. Que les politiques actuelles en matière d'asile et de migration sont inhumaines à l'égard des réfugiés et des migrants et en même temps injustes envers les communautés d'accueil, condamnées à leur sort d'espace frontalier et à une marginalité sociale. Qu'un développement solidaire serait au bénéfice de tous, tant pour ceux qui fuient que pour ceux qui accueillent.

Je vous attends à Lampedusa et tiens à vous faire part de ma plus profonde reconnaissance pour votre geste à mon égard et pour la mission essentielle que vous menez ».

« Je suis particulièrement heureuse et fière d'accepter le Passeport de Citoyenneté Universelle que vous avez eu la gentillesse de m'accorder. A mes yeux, ce passeport sera un outil de plus afin de conférer davantage de force à une petite île comme Lampedusa dans son rôle de passerelle entre l'Afrique et l'Europe. Lampedusa, lieu de salut pour les nombreuses personnes contraintes à entreprendre un voyage inhumain, où celles-ci pourront déposer une demande d'asile, pour pouvoir simplement mener une vie.

Ce passeport sera une raison d'espérer chaque fois que nous récupérerons

LA CHARTE DE L'O.C.U.

- 1 - Chacun a le droit de circuler librement, de s'installer sur n'importe quel territoire sans visa, et de bénéficier des mêmes droits sociaux et économiques qu'un citoyen national.
- 2 - Une autre politique de migration est nécessaire face aux dispositifs meurtriers de fermeture et de militarisation des frontières.
- 3 - Le droit humain fondamental de circulation et d'installation ne peut être garanti sans une concertation internationale sous l'égide des Nations Unies.

Citoyens du monde, affichez-vous ! Découvrez le couvre-passeport de Citoyenneté Universelle !

On vous a présenté le Passeport de Citoyenneté Universelle dans notre premier numéro. Découvrez maintenant le couvre-passeport, un objet design, utile et militant. Glissez-y votre passeport et affichez votre engagement pour la liberté de circulation et d'installation des personnes.

Dessiné par Oliviero Toscani, le couvre-passeport porte haut et clair les valeurs de l'Organisation pour une Citoyenneté Universelle.

Ce nouvel outil a vocation à sensibiliser le public à la liberté de circulation et

faire connaître l'O.C.U. En l'achetant, vous participez à la mise en place d'un passeport de citoyenneté universelle, et vous rejoignez l'idée de la liberté de circulation et d'installation des personnes.

Pour seulement 2 euros, le couvre-passeport vous permettra d'afficher votre engagement : je suis un-e citoyen-ne du monde !

Le couvre-passeport est disponible dans la boutique en ligne sur site de l'O.C.U. : www.o-c-u.org



Témoignage de Oliviero Toscani Photographe



"Je suis très honoré de recevoir ce passeport. Quand je pense à la façon dont nous nous traitons les uns les autres, quand je pense à la condition humaine, quelques fois je suis embarrassé d'appartenir à la race humaine. Mais heureusement il y a l'imagination. Je suis né en Italie pendant la seconde guerre mondiale et mon pays était fasciste et monarchiste. Si j'avais dit à ma maman qu'il y aurait dans soixante-dix ans une Europe ouverte, une monnaie commune, tout le monde lui aurait dit « votre fils est fou, il faut l'enfermer ! ». Alors je trouve qu'il faut de l'imagination, il faut du courage, et je vous remercie car je ne suis pas allé aussi loin que vous. Vous proposez le passeport de Citoyenneté Universelle et le jour où nous arriverons à une Citoyenneté Universelle nous n'aurons plus besoin de cela !"

Biographie

Oliviero Toscani est un photographe italien, né le 28 Février 1942 à Milan. Reconnu sur le plan international, ses créations (à travers des campagnes publicitaires) abordent les thèmes du racisme, de la guerre, du SIDA, de la religion ou de la peine de mort.

Je t'aime

de Mario Benedetti

Si je t'aime c'est parce que tu es
mon amour, mon complice, mon tout.
Et dans la rue côte à côte
nous sommes beaucoup plus que deux

Tes mains elles sont mes caresses,
mes accords au quotidien
Si je t'aime c'est parce que tes mains
travaillent pour la justice.

Tes yeux conjurent mon sort
contre une mauvaise journée
Et je t'aime par ton regard
qui plante et sème l'avenir

Ta bouche qui t'appartient et qui est
aussi la mienne
ne sais jamais se tromper
Et je t'aime car c'est ta bouche
qui sait crier rébellion

Si je t'aime c'est parce que tu es
mon amour, mon complice, mon tout
et dans la rue côte à côte
nous sommes beaucoup plus que deux

Et par ton visage sincère,
et par ton pas vagabond,
et par tes pleurs dans le monde
parce que tu es peuple, je t'aime.

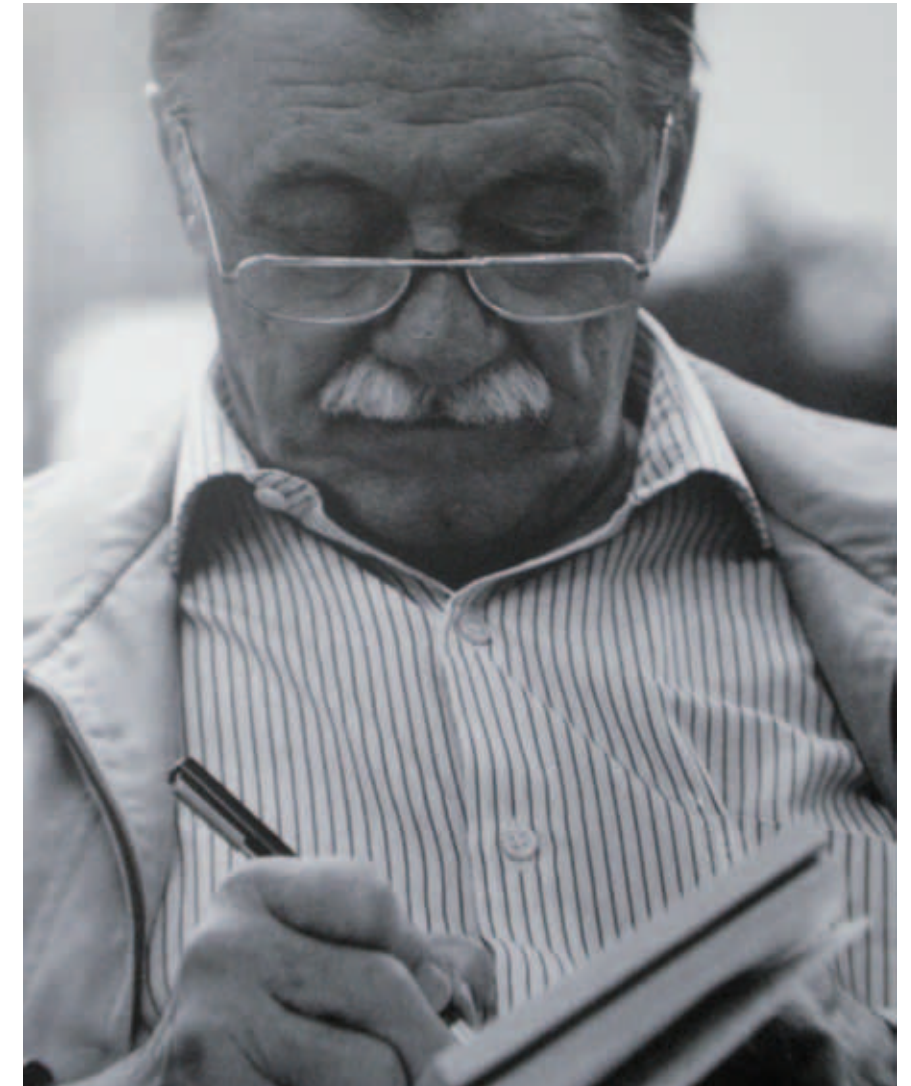
Parce que l'amour n'est pas auréole
ni de la morale candide
et parce que nous sommes un couple
qui sais qu'il n'est pas tout seul

Je t'aime dans mon paradis
c'est-à-dire que dans mon pays
les gens soient et vivent heureux
même s'ils n'ont pas de permis

Poème traduit de l'espagnol

Un peu de poésie...

Par Sonia Fernandez-Lauro



Mario Benedetti, écrivain uruguayen a écrit plus de 80 livres de poésie, des œuvres de théâtre, des romans, des nouvelles et des essais. Figure emblématique de la littérature d'Amérique Latine, il s'est fait connaître pour s'être opposé aux dictatures qui ont rongé les pays latino-américains des années 70 et 80. Sa seule arme : l'écriture depuis l'exil. Entre ses œuvres traduites au français "La trêve", édition en livre de poche. Publié en 1960 et traduite dans 19 langues.

Préface
Marc Dufumier

idées
reçues
et
propositions

Illustrations
F'Murrr

les éditions
utopia

AGRICULTURE ALIMENTAIRE

Le nouveau livre collectif
du Mouvement Utopia

4€, disponible en librairie le 09 mai 2014.